


TEBBOUNE
À ADDIS-ABEBA

Contribution
d'un million
de dollars
de l'Algérie
au MAEP

Lire l'article de
R. N. page 4



STOCK D'AGRODIV

Une plateforme pour le suivi

P. 5

DÉBAT

PROJET SUICIDAIRE
DE TRUMP POUR GHAZA

Une menace pour toute la région, y compris Israël

Par Salah Lakoues P. 11

L'IA

Arme géopolitique ultime du XXI^e siècle

Par Abderrezak Bouchama P. 11

ENQUÊTE

TENSIONS
ENTRE L'ALGÉRIE
ET LA FRANCE

Comment la diaspora algérienne réagit-elle ?

Enquête de Nabil Mati P. 12

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

LE PRÉSIDENT DE L'APN Le dossier de la criminalisation du colonialisme sur la table

Lire l'article de A. Z. page 3

27^e JOUR DU CESSEZ-LE-FEU À GHAZA

369 prisonniers palestiniens libérés aujourd'hui

Lire l'article
de Mohamed
Mehdi
page 2

Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE
Avec la
collaboration de

PROJECT
SYNDICATE

P. 8 & 9

Les restrictions
américaines à l'exportation
seront-elles efficaces ?

PAR BARRY
EICHENGREEN

Professeur d'économie
et de sciences politiques à l'Université
de Californie de Berkeley

Trump va-t-il limoger la Fed ?

PAR KENNETH
ROGOFF

Ancien économiste en chef du Fonds
monétaire international, est professeur
d'économie et de politique publique
à l'université de Harvard

Attention à la TikTokalypse

PAR TODD
G. BUCHHOLZ

Ancien directeur de la politique
économique de la Maison Blanche sous
le président George H.W. Bush

Les repas scolaires : une
nourriture pour l'esprit - et un
carburant pour le développement

PAR GORDON
BROWN¹
ET KEVIN
WATKINS²

1- Ancien premier ministre
du Royaume-Uni, est l'envoyé
spécial des Nations unies
pour l'éducation mondiale
2- Ancien directeur général de Save
the Children UK, est professeur invité
à l'Institut Firoz Lalji pour l'Afrique
de la London School of Economics

SAMEDI 15 FÉVRIER 2025 - 16 CHAÂBANE 1446 - N° 9197 - PRIX ALGÉRIE : 30 DA - ISSN 1111-2166

27^e jour du cessez-le-feu à Ghaza
369 prisonniers
palestiniens libérés
aujourd'hui

Mohamed Mehdi

Vendredi, 27^e jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, Ghaza continue de compter ses martyrs et enregistre de nouveaux. Dans son bilan statistique publié jeudi, le ministère de la Santé a indiqué que le nombre de victimes a atteint 48.239 martyrs et 111.676 blessés. Ce nouveau bilan comprend 17 martyrs, dont 14 corps retrouvés sous les décombres, ainsi que de nouvelles victimes (3 martyrs et 2 blessés) enregistrées durant les précédentes 24 heures suite à des tirs de l'armée israélienne sur les régions de l'enclave, malgré l'accord de cessez-le-feu.

La sixième opération d'échange de détenus de la première phase de l'accord de trêve aura finalement lieu aujourd'hui samedi, après plusieurs jours d'incertitude sur la poursuite du processus de la phase 1 de l'accord de cessez-le-feu. Une incertitude due à la crise déclenchée par l'occupation sioniste qui ne respecte pas ses engagements relatifs à l'application des dispositions convenues dans le cadre du protocole humanitaire de l'accord de trêve.

Le dénouement de cette crise a été possible grâce aux efforts des médiateurs qataris et égyptiens qui ont obtenu des garanties de l'entrée des aides humanitaires essentielles, dont les abris (tentes et mobiles-homes) et des équipements médicaux pour les établissements hospitaliers et les hôpitaux de campagne.

Ainsi, la résistance palestinienne à Ghaza a divulgué vendredi la liste des trois prisonniers sionistes concernés par la 6^e opération d'échange. La liste, rendue publique par Abu Obeida, le porte-parole des Brigades d'Al Qassam, la branche militaire du Hamas, comprend deux sionistes binationaux dont un américain et un russe.

La communication de Abu Obeida est intervenue suite à l'annonce par les Brigades Al-Quds, la branche militaire du mouvement du Jihad islamique qu'elles procéderaient, samedi 15 février 2025, à la libération d'un détenu sioniste ayant aussi la nationalité russe.

Après ces annonces, le Bureau d'information sur les prisonniers palestiniens (ASRA), affilié au Mouvement Hamas, a indiqué hier dans une publication sur Telegram, que l'échange de ce samedi permettra la libération, dans le cadre de l'accord, de 369 prisonniers palestiniens, dont 36 condamnés à la réclusion à perpétuité et 333 de la bande de Ghaza arrêtés après le 7 octobre 2023.

CISJORDANIE : LES CRIMES SIONISTES NE S'ARRÊTENT PAS

L'occupation sioniste poursuit ses crimes de génocide et de déplacements forcés de populations en Cisjordanie. Hier, les forces d'occupation ont pris d'assaut les cours et les accès de la mosquée d'Al-Aqsa, à Al-Quds, avant le début de la prière du vendredi. Ces exactions n'ont pas empêché plus de 40.000 fidèles palestiniens d'atteindre la mosquée Al-Aqsa. En Cisjordanie occupée, l'armée israélienne a pris d'assaut plusieurs villes, rencontrant une forte résistance de la part des factions palestiniennes.

Les Brigades Al-Quds, la branche militaire du Mouvement du Jihad islamique,

ont déclaré que leurs combattants menaient depuis la matinée de vendredi de «violents combats contre les forces ennemies israéliennes qui prennent d'assaut le camp d'Askar, à l'est de Nablous».

Le communiqué des Brigades Al-Quds a fait état d'usage d'armes automatiques et d'engins explosifs pour cibler les véhicules militaires de l'occupation.

À leur tour, les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, faction armée formée d'anciens du Fatah, ont annoncé qu'elles étaient engagées dans des affrontements avec les forces d'occupation dans le camp d'Askar avec des mitrailleuses et des engins explosifs.

L'armée d'occupation israélienne a également pris d'assaut la ville de Jéricho et le camp de Jalazoun, au nord de Ramallah, en Cisjordanie occupée, et a procédé à des arrestations de citoyens palestiniens.

Des sources palestiniennes, citées par Al Jazeera, ont rapporté que des affrontements ont eu lieu entre des jeunes Palestiniens et les forces d'occupation israéliennes qui ont pris d'assaut le village de Yatma, au sud de Nablous.

Des sources locales ont également déclaré à Al Jazeera qu'un drone israélien a largué des bombes sur des maisons palestiniennes dans le camp de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie occupée.

UNRWA : ISRAËL UTILISE UN CENTRE DE SANTÉ COMME LIEU DE DÉTENTION EN CISJORDANIE

« Les forces de sécurité israéliennes utilisent le centre de santé de l'UNRWA comme lieu de détention temporaire dans le sud de la Cisjordanie », a déclaré l'Office dans un communiqué publié jeudi sur son site Web.

« Les forces de sécurité israéliennes (ISF) ont utilisé le centre de santé du camp d'Arroub de l'UNRWA (près de Bethléem) comme lieu de détention temporaire lors d'une opération de recherche et d'arrestation le 12 février. Les ISF sont entrées de force dans le centre de santé et l'ont utilisé pour la détention et l'interrogatoire de dizaines de résidents palestiniens arrêtés dans le camp », lit-on dans le communiqué.

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) affirme qu'« il s'agit d'un nouveau développement dans le mépris flagrant de l'inviolabilité des installations des Nations unies ».

« Malheureusement, cet incident récent fait suite à une série d'entrées forcées dans les installations de l'UNRWA en Cisjordanie depuis octobre 2023, tant par les forces de sécurité israéliennes que par des groupes armés palestiniens », ajoute l'UNRWA qui rappelle que « tous les locaux de l'ONU sont inviolables et protégés par le droit international ».

« Depuis le 30 janvier et la mise en œuvre des lois de la Knesset, notamment une politique de non-contact entre l'UNRWA et les autorités israéliennes, l'Agence n'est plus en mesure de dialoguer avec les responsables israéliens et de signaler et de dénouer directement les incidents lorsqu'ils se produisent », ajoute le document.



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le conflit en Ukraine semble bien parti pour prendre fin. Une prochaine rencontre entre le président américain Donald Trump et le président russe Vladimir Poutine, en Arabie saoudite, devrait sceller la paix en Ukraine. C'est la capitale saoudienne qui devrait accueillir les deux présidents, selon une déclaration, mercredi dernier, du président américain à des journalistes, confirmée par le Kremlin (préparatifs en cours pour organiser cette rencontre), où l'on devrait engager «immédiatement» des négociations visant à mettre fin à la guerre en Ukraine. «On finira par avoir un cessez-le-feu dans un futur pas si lointain», a assuré le président américain. Ce dernier a donné un gage des plus importants au président russe, en écartant tout projet d'intégrer l'Ukraine dans l'Otan. En sus d'autres causes géostratégiques, ce projet d'intégration de l'Ukraine dans l'Otan a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, poussant la Russie à réagir pour sécuriser ses frontières. L'installation de bases de l'Otan dans ce pays est tout simplement un projet inacceptable pour Moscou. Et, cela devrait constituer une base sérieuse, voire convaincante, pour entamer des négociations avec la Russie. Si le président Poutine reste encore discret sur ces discussions avec le président Trump, ce dernier s'est étalé à ce sujet sur son réseau social Truth, annonçant avoir eu une «conversation prolongée et très productive» avec Vladimir Poutine, lors de laquelle tous deux ont convenu de commen-

Conflit en Ukraine, de l'histoire ancienne ?

cer à négocier «immédiatement» sur l'Ukraine. «Nous avons convenu de travailler ensemble, très étroitement, y compris en nous rendant visite dans nos pays respectifs», a aussi écrit le président américain, qui a ajouté qu'il allait informer le président ukrainien Volodymyr Zelensky «dès maintenant» de son dialogue avec son homologue russe. En effet, une discussion entre les deux présidents a eu lieu immédiatement après l'entretien avec le président Poutine, mais Zelensky est resté très discret sur son contenu, laissant le soin à son porte-parole de confirmer que l'entretien avec Donald Trump avait eu lieu, sans plus de détails. Il est clair que les négociations en cours entre l'administration Trump et Moscou mettent mal à l'aise le président ukrainien Zelensky, non seulement mis «out» de ces négociations mais son avenir est plus que jamais incertain après les mots du président Trump à son égard, laissant entendre qu'«il faudra des élections à un moment ou un autre» en Ukraine, et que «la cote de popularité de Zelensky n'est pas particulièrement bonne».

Les Européens également, mis «out» des négociations sur l'avenir de l'Ukraine, sont très mal à l'aise, tentant vainement d'avoir leur mot à dire à ce propos. Place à la paix et aux affaires en Ukraine, où le président américain a clairement signifié qu'il entend faire fructifier le soutien américain accordé à l'Ukraine, notamment en convoitant ses terres rares. Chose à laquelle ne s'opposerait pas la Russie, qui cherche à sécuriser ses frontières.

Groupe «A3+»
Appel au respect de la souveraineté du Yémen

Le groupe A3+ au Conseil de Sécurité onusien a exprimé, jeudi à New York, sa préoccupation concernant la recrudescence des ingérences militaires étrangères au Yémen, y compris les frappes aériennes sionistes, appelant toutes les parties étrangères au respect de la souveraineté du Yémen loin de toute escalade militaire.

Le groupe A3+ (Algérie, Somalie, Sierra Leone + Guyana) a affiché, dans une allocution prononcée en son nom par le membre de la mission permanente de la Somalie auprès des Nations unies (ONU), Mohamed Rabi A. Yusuf, lors de la réunion périodique du Conseil de sécurité sur la crise au Yémen, sa préoccupation vis-à-vis de la recrudescence des ingérences militaires étrangères au Yémen, y compris les frappes aériennes sionistes et les répercussions de la guerre à Ghaza, mettant en garde contre ces immixtions qui sapent les efforts de paix et déstabilisent davantage la situation.

Le groupe a exhorté toutes les parties étrangères au respect de la souveraineté du Yémen et à s'abstenir de toute escalade militaire, mettant l'accent, en même temps, sur l'importance de respecter le cessez-le-feu à Ghaza qui "contribuera indubitablement à la désescalade en vue d'une paix durable dans la région". Le diplomate somalien a en outre souligné le soutien indéfectible des Etats du Groupe aux efforts de la médiation conduite par l'ONU, ainsi qu'aux efforts de médiation régionale, dont ceux conduits par le Royaume d'Arabie saoudite et le Sultanat d'Oman, visant à réaliser un règlement politique à travers une gestion yéménite du conflit. Le groupe "A3+" a, dans ce cadre, exprimé sa conviction que la stabilité du Yémen "est essentielle à la sécurité de la région, plaidant pour un processus politique pacifique, conduit et géré par les Yéménites, sous l'égide des Nations Unies (...)".

Concernant la situation humanitaire au Yémen, le groupe "A3+" a affirmé qu'elle "demeure fragile, soulignant que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) indique que plus de la moitié de la population a besoin d'aide humanitaire et de services de protection, y compris dans la région de Saada, sous contrôle houthi, où vivent plus d'un million de personnes".

D'autres préoccupations ont été exprimées par le groupe concernant l'aggravation de la crise humanitaire au Yémen, du fait du manque de nourriture et de l'instabilité économique, avec une hausse des niveaux d'inflation, rappelant les récents rapports ayant révélé qu'environ la moitié de la population (près de 17 millions de personnes) sera confrontée à une insécurité alimentaire aiguë en 2025.

Le groupe "A3+" a, à cet égard, plaidé en faveur d'une augmentation du financement du plan de réponse humanitaire pour 2025.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Le Président de l'APN
Le dossier
de la criminalisation du
colonialisme sur la table

A. Z.

La criminalisation du colonialisme français en Algérie revient au devant de la scène, à l'ombre des nuages radioactifs des explosions nucléaires dans le Sahara algérien et d'une mémoire mal assumée par une partie de la classe politique française.

Dans une déclaration à la presse, en marge de la clôture d'une journée d'étude, organisée par l'APN, sur le thème des « Explosions nucléaires françaises en Algérie : un crime contre l'humanité et l'environnement », M. Boughali a déclaré : « en réponse à la revendication populaire en Algérie, le dossier de la criminalisation du colonialisme sera ouvert au sein de l'APN et suivra son cours », affirmant que l'Assemblée « plaidera pour la défense des chouchada et des droits des victimes des explosions nucléaires ». Cette démarche est « une responsabilité qui nous incombe et que nous devons assumer, et nous n'abandonnerons jamais nos engagements envers notre peuple, nos chouchada et toutes les victimes qui souffrent encore aujourd'hui », a soutenu le président de l'APN soulignant que ces explosions sont « un crime imprescriptible notamment avec la persistance de leurs effets sur la santé, en raison des radiations présentes sur les sites où elles ont eu lieu ». Dans ce sillage, il a insisté sur « l'importance de rectifier les termes liés à ces crimes (explosions au lieu d'essais) », soulignant qu'il incombe à l'APN « une grande responsabilité du point de vue de la préservation de la dignité des chouchada et des victimes ». A cette occasion, le Président de l'APN a réaffirmé que son instance parlementaire tend à plaider en faveur de la nécessité de « contraindre la partie française à reconnaître ses crimes, à indemniser les victimes et à nettoyer les sites des explosions ».

UNE JOURNÉE
INTERNATIONALE
POUR LES VICTIMES
DES EXPLOSIONS
NUCLÉAIRES

A cette occasion, M. Boughali a proposé d'instituer une Journée internationale pour les victimes des explosions nucléaires, coïncidant avec le 13 février, une date pour « rappeler en permanence les souffrances des victimes et mettre en lumière l'impératif de tenir pour responsable les auteurs de ces crimes odieux ». Il a également proposé l'organisation d'une conférence parlementaire sur cette affaire importante afin d'échanger les expertises et les expériences et d'examiner les voies juridiques pour soutenir les victimes et leur rendre justice, appelant les parlementaires du monde et les pays ayant souffert des affres du colonialisme et des explosions nucléaires, à conjuguer les efforts autour de cette cause. Soulignant que « la criminalisation du

colonisateur découle de la nécessité d'établir la responsabilité historique, d'honorer la mémoire des chouchada et des victimes, de criminaliser les pratiques imprescriptibles et de respecter les droits de l'homme », M. Boughali a appelé au rejet de toute forme de domination et d'exploitation et à une lecture correcte de l'histoire. « Cette page sombre de l'histoire coloniale odieuse qui continue de jeter ses ombres, ne pourra être tournée sans que la France n'assume ses responsabilités historiques et juridiques concernant les catastrophes causées par les explosions », a-t-il souligné. Non sans signifier que « le recours de la France à l'adoption d'une loi censée viser à indemniser n'est rien d'autre qu'une tentative superficielle pleine de contre-vérités et d'illusions, qui n'engage que ses auteurs, puisqu'elle ignore les explosions menées à Reggane et In Ikker et impose des conditions rédhibitoires pour l'indemnisation. Et la France réaffirme, une fois de plus, sa volonté de nier et d'ignorer les demandes légitimes du peuple algérien ». M. Boughali a soutenu que l'Algérie « rejette toutes formes de provocations de certaines parties extrémistes qui tentent de semer et d'alimenter les tensions, et salue, en même temps, les positions des hommes libres qui défendent le droit et la justice et croient en la coexistence des peuples ». De son côté, le Président du Conseil de la nation, le moudjahid Salah Goudjil, a écrit jeudi sur son compte officiel sur les réseaux sociaux, qu'« aujourd'hui marque le 65^e anniversaire de la catastrophe des explosions nucléaires menées par le colonialisme français dans le désert algérien, rappelant au monde l'un des crimes d'extermination les plus atroces qui ont empoisonné la terre et coûté des vies ». Alors que les participants à la Journée d'étude sur les explosions nucléaires françaises en Algérie ont appelé, à la clôture des travaux, à l'élaboration d'une loi incriminant la France coloniale et contraignant l'Etat français à reconnaître la responsabilité de ses crimes contre le peuple algérien.

L'accent a également été mis sur l'importance d'œuvrer « à faire pression sur la France pour l'amener à indemniser les victimes et à reconnaître ses crimes en encourageant les victimes et leurs familles à introduire des procès devant les cours internationales pour revendiquer des indemnités équitables pour préjudice », d'inclure le dossier des explosions nucléaires dans les manuels scolaires et de renforcer le débat scientifique et historique autour du sujet.

En consécration de ces efforts, les recommandations issues des travaux de cette rencontre ont porté sur l'importance « de consigner les témoignages vivants des moudjahidine et de la population ayant vécu la période des explosions nucléaires et leur intégration dans les archives nationales ».

Dossiers de candidature
au Conseil de la nation rejetés
Les partis peuvent présenter
de nouveaux candidats

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a rappelé jeudi dans un communiqué, aux formations politiques dont les dossiers des candidats ont été rejetés, la possibilité de déposer des dossiers pour de nouveaux candidats jusqu'à dimanche prochain à minuit.

A ce propos, l'ANIE a indiqué que l'opération de dépôt des dossiers des nouveaux candidats des partis politiques «se fera selon les mêmes formalités et délais légaux et ce, jusqu'au 16 février 2025 à minuit». L'opération de remise des formulaires de déclaration de candidature des membres des Assemblées populaires communales et de wilaya désirant se porter candidats aux élections pour le renouvellement par moitié des membres du Conseil de la nation, avait débuté le 23 janvier dernier au siège de la délégation de wilaya de l'autorité, territorialement compétente et ce, suite à la con-

vocation du Corps électoral en vertu du décret présidentiel n 25-56 du 22 janvier 2025.

Le nombre de dossiers de déclaration de candidature acceptés pour les élections de renouvellement par moitié des membres élus du Conseil de la nation, prévues le 9 mars prochain, a atteint 236 dossiers sur 438 dossiers déposés jusqu'à jeudi, selon l'ANIE.

Selon même source, le nombre de formulaires de déclaration de candidature retirés a atteint depuis le lancement de l'opération, «598 formulaires», alors que celui des dossiers de candidature déposés s'est élevé à «438 dossiers». «Le nombre de dossiers de déclarations de candidature acceptés s'est élevé à 236 dossiers, dont 126 dossiers de candidats, parrainés par 15 partis politiques et 110 dossiers de candidats indépendants», ajoute la même source.

Pour les dossiers rejetés, au

nombre de 94, l'ANIE a précisé que «45 dossiers de candidature avaient été rejetés du fait de l'absence de l'attestation de parrainage dûment signée par le premier responsable du parti, tandis que 45 dossiers ont été rejetés pour lien avec les milieux de l'argent sale et des affaires douteuses». En outre, «quatre (4) autres dossiers ont été écartés à cause de la situation des candidats vis-à-vis de l'administration fiscale».

Le bilan fait état de «36 recours au niveau des tribunaux administratifs, dont vingt-six (26) ont été rejetés et six (6) retenus, tandis que 4 sont en cours d'examen». Quant au nombre des recours au niveau des tribunaux administratifs d'appel, il s'élève à «16 en appel, dont 12 rejetés et 4 acceptés».

Le nombre de dossiers de déclaration de candidature en cours d'examen a atteint «108 dossiers», a révélé la même source.

Raïna
Raïkoum
Belkacem-Ahcène Djaballah

Sports:
on a (presque)
tout essayé

Décidément, s'il y a un secteur où les anomalies sont nombreuses, c'est bien celui des sports. Et pourtant, Dieu sait combien d'efforts, d'investissements dans les infrastructures, de réformes organisationnelles et de soutiens financiers ont été apportés ou proposés directement ou indirectement par l'Etat, accompagnés toujours d'une «compréhension» à nulle autre pareille.

Bref, on a presque tout essayé avec, au final, des résultats en dents de scie, tant au niveau des performances qu'au niveau des comportements aussi bien des dirigeants que des publics et, bien souvent, des acteurs principaux que sont les joueurs et les coaches.

Quant aux observateurs que sont les journalistes spécialisés et autres « consultants », c'est un peu, beaucoup trop, la foire d'empoigne, rendant encore plus difficile la compréhension des choses. Qui n'a pas entendu les commentaires incendiaires à la limite de l'injure et de la menace, en direct de plateaux de télévision, contre la bonne Dame (comme par hasard, c'est une femme !) qui dirige(rait) alors la Fédération de hand-ball, et ce, après la déroute de l'équipe nationale hommes au récent Championnat du monde. Du délire! L'autre exemple est celui des arrivées-départs des entraîneurs (13 dont plusieurs étrangers recrutés au prix fort) et des joueurs (3 internationaux algériens et un étranger recrutés au prix très fort) après à peine une quinzaine de journées du championnat pro' de football. Une véritable valse (un club en est même à son troisième entraîneur!), la seule notée au niveau arabe et africain. Et, une valse au coût final financier -en devises fortes- et moral très, très élevé.

Heureusement, de temps à autre, il y a quelques hirondelles qui viennent égayer le paysage: à l'exemple des résultats glanés lors des derniers Jeux olympiques et paralympiques, à l'exemple de « nos » joueurs de foot se trouvant dans les clubs étrangers, à l'exemple de

comportements exemplaires de publics dans certains stades -pas tous, hélas- du pays. Une fois de plus, l'Etat s'est retrouvé obligé d'intervenir, tout en res-

pectant les règles olympiques en vigueur, pour tenter de redresser la barre. On sait combien ont été élevés les apports financiers, matériels aux athlètes leaders lors des compétitions internationales.

On a vu, aussi, une réforme de l'administration avec la création de deux ministères, l'un dédié totalement aux sports et l'autre entièrement à la jeunesse. On tente, depuis peu, de renouer avec le sport scolaire et universitaire, qui a toujours été, en Algérie et de par le monde, le terreau de la bonne culture sportive d'une Nation. Une fois de plus, on voit l'intervention du chef de l'Etat qui a ordonné, en Conseil des ministres, Svp! , »la reconstruction du handball de manière scientifique correcte et moderne avec des experts, y compris des étrangers, confirmant la disponibilité de l'Etat à financer et à accompagner pour permettre au handball algérien de retrouver son lustre d'antan». Il était une fois! En définitive, le mal est bien plus profond qu'on ne le croit.

Il est sûr que bientôt seront produites des «solutions», mais elles ne résoudront que les court et moyen termes. Parallèlement, il faut creuser plus profond et répertorier les causes profondes. Pour moi, cause première, une «culture du grand résultat» ayant quasi totalement écarté, écrasé la «culture de la bonne pratique» aidée en cela par un «trop-plein» d'argent arrivé sans gros effort.

Cause seconde, une éducation physique et sportive des jeunes, absente à l'école durant très, trop longtemps et, aujourd'hui, totalement découplée de l'éducation morale et civique. Et, pour finir, en attendant de découvrir d'autres causes, une mainmise sur les directions et les managements beaucoup plus par des «affaires» que par des entrepreneurs ou par des anciens sportifs qui croient savoir gérer.

Tebboune à Addis-Abeba Contribution d'un million de dollars de l'Algérie au MAEP

R. N.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, vendredi au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba (Ethiopie), que l'Algérie avait décidé d'apporter une contribution volontaire d'un million de dollars pour soutenir le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP). "Partant de l'engagement de l'Algérie à soutenir le MAEP et à lui permettre de s'acquitter de ses missions, mon pays a décidé d'apporter une contribution volontaire d'un million de dollars pour soutenir le processus d'évaluation, en exécution des conclusions qui en découlent", a déclaré le président de la République dans une allocution prononcée lors de sa présidence des travaux du 34e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du MAEP, en sa qualité de président de ce Mécanisme. Soulignant que "la réunion d'aujourd'hui constitue une étape essentielle pour promouvoir la gouvernance et poursuivre l'action afin de parvenir à des solutions durables aux défis auxquels est confronté le continent", le président de la République a réaffirmé "l'engagement de l'Algérie, en tant qu'Etat fondateur de ce Mécanisme, à activer son rôle face aux défis actuels, notamment en ce qui concerne la consécration de la souveraineté du droit, la lutte contre la corruption et la promotion de la justice sociale et des droits de l'Homme". Des défis, ajoute le président de la République, qui "nous dicent de travailler dans un esprit de solidarité et de responsabilité pour surmonter les difficultés financières qui limitent la capacité du MAEP à atteindre les nobles objectifs pour lesquels il a été créé".

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé, en outre, l'importance du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) pour renforcer la bonne gouvernance et promouvoir la stabilité. Ajoutant que ce Mécanisme n'est pas une simple formalité. Il a appelé, à cette occasion, à "unifier les efforts pour le progrès de l'Afrique" et à "défendre les intérêts de ses peuples".

Abdelmadjid Tebboune a, par ailleurs, estimé que l'Agence de notation africaine "représente un nouveau jalon pour le développement de l'économie de l'Afrique et aura un impact entièrement positif pour ses pays". Il s'est félicité de la création de ce nouveau mécanisme et adressé ses sincères



salutations aux initiateurs de cette démarche. A ce propos, le président de la République a insisté sur la nécessité d'œuvrer de concert pour assurer la crédibilité de cette Agence, sans laquelle elle ne serait pas efficace", ajoutant: "nous devons nous éloigner des évaluations non scientifiques, illogiques et antiéconomiques et par conséquent, je pense que nous devons faire notre propre évaluation avant d'être évalués par les autres".

Après avoir exprimé ses vœux de succès à l'Agence de notation africaine qui marque "le parachèvement du socle économique", le président de la République s'est adressé aux dirigeants africains: "vous trouverez en l'Algérie un pays frère, militant aux côtés de l'Afrique pour sa réussite".

«L'Afrique est l'avenir, et le monde entier le sait», a-t-il soutenu. Le président de la République a présidé, vendredi au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba (Ethiopie), le 34e sommet du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP).

Le président de la République a présidé ce sommet en sa qualité de président du

Forum des chefs d'Etat et de gouvernement du MAEP.

Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, membres de ce mécanisme africain, ont pris part aux travaux du sommet, aux côtés de responsables des différentes structures et institutions de l'UA.

Ont également participé à ce sommet, du côté algérien, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, et la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Nadjiba Djilali, ainsi que la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères chargée des Affaires africaines, Mme Salma Bakhta Mansouri. Etaient aussi présents le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, M. Amar Bendjama, et l'ambassadrice d'Algérie en Ethiopie, Mme Salma Malika Haddadi.

A rappeler que le président de la République assure la présidence de ce forum depuis février 2024.

Conseil de paix et de sécurité de l'UA

L'Algérie obtient 32 voix et se rapproche d'un siège

L'Algérie se rapproche à grands pas de l'obtention d'un siège au Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) pour la région de l'Afrique du nord, lors des élections reportées au mois prochain, après avoir obtenu 32 voix sur les 33 requises.

L'Algérie, qui se présentera de nouveau à ce poste lors des élections reportées, a battu le Maroc à tous les tours, avec un écart avoisinant le double, l'excluant ainsi de la

course après six tours, durant lesquels le Royaume a démontré son incapacité de rivaliser avec l'Algérie, compte tenu de l'écart important dans le nombre des voix (30 voix contre 17 seulement pour le Maroc au sixième tour), avant que l'Algérie n'obtienne 32 voix, ce qui reflète le poids de l'Algérie sur le continent africain et sa forte position. Lors de ces élections qui se sont déroulées au premier jour de la réunion du Conseil exécutif de l'UA, l'Algérie a battu les deux autres

pays en lice, à savoir la Libye et le Maroc, et ce pour le mandat 2025-2027. Le nombre de votes requis (33 voix) soit les deux tiers des suffrages des Etats votants, n'ayant pas été atteint, la Commission de l'UA a été contrainte de reporter le vote au mois prochain. Comme à l'accoutumée et à travers ses campagnes de désinformation contre l'Algérie, le Maroc évite d'admettre qu'il était candidat à ce poste, tout en occultant le fait que c'est l'Algérie qui l'a éliminé.

Tenue de la 5e session des concertations politiques algéro-grécques

Le Secrétaire général (SG) du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Lounès Magramane, a coprésidé, jeudi au siège du ministère, avec la vice-ministre des Affaires étrangères chargée des Affaires européennes de la République hellénique, Alexandra Papadopoulou, la cinquième session des concertations politiques algéro-grécques, selon un communiqué du ministère.

Cette session "a été l'occasion de passer

en revue l'état des relations bilatérales et d'examiner les moyens de les renforcer et de les développer, notamment par la programmation de la troisième session de la Commission mixte de coopération économique, scientifique et technique outre l'exploitation des opportunités disponibles au niveau des deux pays dans divers domaines, dont la promotion des investissements, le commerce, la culture, l'énergie, le tourisme, le transport, les services et la santé", précise la même source.

Les concertations ont également porté sur "les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment les causes palestinienne et sahraouie en sus des développements en Libye et dans la région du Sahel, ainsi que d'autres questions régionales". A cet égard, les deux parties ont affiché "une convergence de vues sur les défis actuels et la nécessité de soutenir les efforts internationaux visant à parvenir à un règlement durable de ces crises", conclut le communiqué.

Energie et mines La société omanaise «United Business» intéressée par l'investissement en Algérie

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a reçu, jeudi à Alger, le président exécutif de la société omanaise «United Business», Said Al Hajri qui a affiché son intérêt d'investir dans le secteur en Algérie, indique un communiqué du ministère.

Les deux parties ont abordé, lors de cette rencontre qui s'est tenue au siège du ministère, en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des mines, Karima Tafer et de cadres du ministère, les voies et moyens de renforcer la coopération et les opportunités d'investissement entre les sociétés du secteur et «United Business», dans des domaines englobant la recherche et le développement dans les industries pétrochimiques, le développement de la chaîne des valeurs inhérentes à l'industrie de l'aluminium, ainsi que les analyses de laboratoire liées aux industries du pétrole et du gaz. A cette occasion, le président exécutif de «United Business» a présenté une vision d'investissement ambitieuse pour ces domaines en Algérie. Les deux parties ont également évoqué les perspectives de développement de l'industrie du pétrole et du gaz, des industries manufacturières des ressources minières, dont regorge l'Algérie, comme le bentonite, le barite et autres matières premières qui représentent des ressources nationales considérables.

M. Arkab a mis l'accent sur «l'importance que porte l'Algérie au développement des industries manufacturières sur le plan local, en vue d'apporter une plus-value et de renforcer l'économie nationale, en focalisant sur l'exploitation durable et efficace des ressources locales». Le ministre a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement de l'Algérie à approfondir les partenariats stratégiques avec les investisseurs internationaux, notamment dans les secteurs de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, et à promouvoir les opportunités d'investissement prometteuses qu'elle offre pour développer ces secteurs vitaux. Les deux parties sont convenues de «former une équipe de travail conjointe qui comprend des experts des deux côtés, en vue d'examiner les propositions de la société omanaise, dans l'objectif de déterminer les projets prioritaires et de les concrétiser sur le terrain, au service des intérêts mutuels et pour le renforcement de la coopération fructueuse entre les deux pays», selon la même source.

Hydraulique Derbal évoque le renforcement de la coopération avec son homologue nigérien

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a reçu jeudi à Alger, le ministre nigérien de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de l'Environnement, Maizama Abdoulaye, avec lequel il a évoqué les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine des ressources en eau, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette audience tenue au siège du ministère en présence de l'ambassadeur nigérien à Alger, Aminou Malam Manzo, l'accent a été mis sur "les moyens à même de promouvoir les mécanismes de coopération conjointe dans le secteur de l'hydraulique au niveau des relations amicales entre les deux pays", ajoute le communiqué.

Les deux parties ont également insisté sur le renforcement de la coopération dans les domaines de gestion des ressources en eau et d'échange d'expertise technique en vue de contribuer au développement durable dans les deux pays, conclut la même source.

Education

Les Syndicats appelés à soumettre leurs propositions dans les délais

M. Aziza

Le ministère de l'Education nationale a reçu les propositions de 13 organisations syndicales de son secteur, dans le cadre des consultations et des rencontres de concertation avec les partenaires sociaux, en vue d'examiner et de corriger les insuffisances relevées dans les nouveaux statuts particuliers et les régimes indemnitaires. A travers un communiqué publié sur sa page officielle Facebook, le ministère de l'Education a salué l'adhésion positive des organisations syndicales qui ont soumis leurs propositions concernant le statut particulier et le système de compensation. Appelant ainsi les organisations syndicales qui n'ont pas encore soumis leurs propositions à les soumettre. Pour rappel, les propositions écrites et en version numérique du statut particulier doivent être soumises à la commission chargée du dossier, avant le 20 février, pour qu'elles soient examinées, selon un calendrier préétabli, point par point. Le ministère a réitéré son engagement à promouvoir un dialogue responsable, à ouvrir des canaux de communication avec les partenaires sociaux. Et ce, dans le but d'améliorer les conditions des fonctionnaires et garantir le bon fonctionnement du secteur. Il a aussi souligné «sa responsabilité envers tous les corps du secteur, les corps spécifiques de l'Education nationale et les corps communs, et son engagement à protéger le droit des partenaires sociaux à exercer leur droit syndical, en toute liberté, dans le cadre des lois 23-02 relatives à l'exercice du droit syndical, et 23-08, et leurs textes d'application, notamment le décret exécutif n° 23-361».

Dans ce contexte, «le ministère appelle les organisations syndicales à respecter les conditions de conformité et les exigences de représentativité fixées par la loi 23-02, et les invite à redoubler d'efforts pour construire un Etat de droit». Contacté par nos soins, Sadek Dziri, président de l'Union nationale du personnel de l'Education et de la Formation (Unpef) a affirmé que son syndicat est en train de préparer «des corrections ou des modifications de certains dysfonction-



nements contenus dans le statut particulier». Et de souligner que son syndicat a déjà formulé des propositions avant la promulgation du nouveau statut particulier, mais qui n'ont pas été retenues.

L'Unpef suggère dans ce sens, l'unification de la classification des enseignants, proviseurs et inspecteurs des deux cycles (primaire et moyen). Le syndicat suggère également la valorisation de l'expérience professionnelle et les certificats (les diplômes), de revoir les principes de l'intégration dans les grades et de valoriser l'expérience professionnelle et pas seulement le certificat ou le diplôme.

Pour ce qui est des mesures disciplinaires contre l'enseignant, le président de l'Unpef a affirmé que ces mesures figurent déjà dans l'ancienne loi 06-03. En précisant «cette fois-ci, ils ont peut-être accentué sur certaines définitions compte tenu de certains comportements ou de dépassements de certains cas isolés», dit-il. «Je pense qu'ils ont peut-être utilisé des termes «très forts» qu'on peut carrément supprimer».

Et de rappeler qu'il y a le règlement intérieur de l'établissement scolaire qui définit les droits et les devoirs de chacun des membres de la Communauté éducative. Et que tout le monde est sommé de le respecter, que ce soit les enseignants ou les élèves. Boualem Amoura, Secrétaire général du Syndicat autonome des travailleurs de l'Education et de la Formation (Satef), a affirmé que son syndicat n'a pas encore remis ses propositions à ladite commission, mais il le fera une fois prêtes. Il s'est montré par contre pessimiste quant au grand changement dans le statut. «Je pense qu'on ne peut pas opérer des modifications avant la mise en œuvre des nouvelles dispositions des statuts particuliers et des régimes indemnitaires», dit-il.

Pour ce qui est du régime disciplinaire, le président de Satef plaide pour la révision de certains articles. «Il y a l'article 58 qui stipule que le boycott des activités pédagogiques est considéré comme une faute grave, une faute de quatrième degré, ce dernier doit être révisé, voire supprimé», suggère-t-il.

Le ministre de la Santé reçoit une délégation du SNPEP

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu une délégation du Syndicat national des professeurs d'enseignement paramédical (SNPEP), et ce, dans le cadre de la poursuite des rencontres avec les membres et les responsables des différents syndicats pour recevoir leurs propositions sur le statut particulier et le régime indemnitaire, ainsi que leurs préoccupations socioprofessionnelles, a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre tenue mercredi soir, M. Saihi a écouté «les préoccupations exprimées par les membres du syndicat, dont la nécessité de

corriger les imperfections relevées dans le contenu de leur statut particulier et de procéder à la révision du régime indemnitaire pour mieux répondre à leurs aspirations».

Les propositions portent notamment sur «l'octroi de l'indemnité de risque de contagion, l'adaptation des salaires à l'avancement de grade et la révision des horaires de travail de ce corps par rapport aux autres secteurs de l'enseignement, ainsi que sur la possibilité d'étudier un cursus universitaire, étant donné que la formation dans les instituts paramédicaux comprend un Master».

Après avoir écouté les préoccupations soulevées par les membres du syndicat, «le ministre a affirmé qu'il était parfaitement au fait de toutes les questions liées à ce corps important du secteur de la Santé», les invitant, par là même, «à une rencontre avec la commission spécialisée pour soumettre toutes leurs propositions par écrit afin de les étudier».

A l'issue de la rencontre, M. Saihi a réaffirmé «l'importance qu'il accorde à l'ensemble des personnels du secteur pour l'amélioration de la performance sanitaire et le développement du secteur», conclut le communiqué.

Stocks d'Agrodiv

Une plateforme pour le suivi

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb a coprésidé, jeudi au siège du ministère de l'Industrie, avec la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Meriem Benmouloud, une réunion consacrée à la présentation d'une plateforme de veille sur la production et le stockage des produits alimentaires de large consommation, développée par le groupe public des industries agroalimentaires «Agrodiv».

Cette plateforme numérique permettra de «suivre en temps réel les produits alimentaires de large con-

sommation à toutes les étapes, depuis l'approvisionnement en matières premières, la production et la distribution, jusqu'à leur arrivée au consommateur final», suivant la répartition géographique de l'ensemble des filiales et unités de production du groupe «Agrodiv», afin de permettre à ce dernier «de maîtriser sa capacité de production et de détecter précocement toute pénurie potentielle ou perturbation dans l'approvisionnement du marché national en ses produits», précise un communiqué conjoint du ministère

de l'Industrie et du Haut-Commissariat à la numérisation.

Cette plateforme, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République relatives à la numérisation des secteurs ministériels, servira de «tableau de bord permettant de suivre le processus de production et de distribution des différents produits d'Agrodiv, tout en garantissant la disponibilité d'une information précise au niveau du groupe, du ministère de l'Industrie et des autres secteurs concernés», ajoute la même source.

Kamel Daoud assigné en justice en France

L'écrivain Kamel Daoud a été assigné en justice en France pour non-respect de la vie privée par Saâda Arbane, qui l'accuse d'avoir volé son histoire pour en faire le cœur de l'intrigue de son roman «Houris», récompensé l'an dernier par le prestigieux prix Goncourt.

Pour cette assignation, également dévoilée par le site français Médiapart vendredi, une première audience de procédure est prévue le 7 mai après-midi au tribunal judiciaire de Paris, a appris l'AFP de source proche du dossier. Selon cette source, l'assignation a été délivrée jeudi à l'écrivain, lors d'une dédicace près de Bordeaux dans le sud-ouest de la France et à son éditeur français Gallimard.

Contacté par l'AFP, Gallimard n'a pas souhaité réagir.

Saâda Arbane, 31 ans, avait affirmé mi-novembre sur la chaîne algérienne One TV que le personnage d'Aube était calqué sur son histoire. Rescapée d'une tentative d'égoïsme perpétrée en 2000 par des terroristes, cette femme porte depuis une canule pour respirer et parler. Kamel Daoud l'avait connue comme patiente de sa femme Aicha Dehdouh, psychiatre, entre 2015 et 2023.

«MÉTAPHORISATION»

Appuyée par plusieurs attestations, Mme Arbane demande dans son assignation 200.000 euros de dommages et intérêts ainsi qu'une publicité de la condamnation éventuelle, assurant qu'un «caractère fortuit» de la ressemblance étant «totalement impensable».

Elle ne souhaitait pas que son histoire devienne publique et «n'a

jamais donné son accord pour que son récit soit utilisé par M. Daoud», insiste l'assignation, «en dépit des trois demandes», entre 2021 et 2024. Au contraire, Saâda Arbane était «déterminée à ce qu'en aucune façon ce récit, très singulier, intime et unique ne soit utilisé par qui que ce soit», d'autant qu'il pourrait lui valoir des poursuites pénales en Algérie.

L'assignation cite un entretien de l'écrivain en septembre au média français L'Obs, qui lui demandait si son livre était inspiré d'une femme réelle. L'auteur de «Meursault, Contre-enquête» avait répondu: «Oui, j'ai connu une femme avec une canule (...)». Elle était la métaphorisation réelle de cette histoire».

Le document cite aussi deux médecins spécialistes en France et en Algérie qui attestent du caractère inédit et unique de la blessure de Mme Arbane.

Le document liste enfin plusieurs dizaines de passages d'Houris quant à la famille de l'héroïne «Aube», à l'attentat qu'elle a subi, à ses cicatrices ou ses tatouages. Ils sont considérés comme proches de la vie de Mme Arbane et donc comme des preuves du «pillage» allégué. «Cette procédure, dans l'histoire judiciaire des atteintes à la vie privée, sous couvert de fiction, est absolument exceptionnelle», ont indiqué à l'AFP Mes William Bourdon et Lily Ravon, avocats de la requérante.

«M. Daoud se présente comme un écrivain engagé mais en tous les cas il s'est dégagé, en écrivant ce livre, de toute éthique, du respect du droit des femmes et du respect qu'il devait à une personne qu'il connaissait», Mme Arbane, ont encore lancé les conseils.

El Bayadh Plus de 4 quintaux de kif saisis

Plus de 400 kilogrammes de kif traité ont été saisis et 13 personnes impliquées, dont une femme, ont été arrêtées par les éléments de la Gendarmerie nationale d'El Bayadh, a indiqué jeudi un communiqué de ce corps de sécurité.

La Gendarmerie nationale d'El Bayadh a procédé à "la saisie de plus de 400 kg de kif traité et à l'arrestation de 13 personnes impliquées dont une femme, ainsi qu'à la saisie d'un camion, de 5 véhicules touristiques et utilitaires, de 19 téléphones portables et d'une somme d'argent dépassant les 135 millions de centimes, suite à cette opération", précise la même source.

Selon le communiqué, "c'est lors d'une patrouille effectuée par les éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale de Sidi Tifour, dans le territoire de compétence, qu'un camion garé sur le bas-côté de la route a attiré leur attention. Lors du contrôle des documents administratifs du véhicule, le conducteur a montré des signes de peur et de panique, ce qui a conduit à une fouille minutieuse du ca-

mion à l'aide d'un duo cynotechnique", note le communiqué, ajoutant que "ceci a permis de découvrir plus de 4 quintaux de kif traité soigneusement dissimulés dans une cachette préparée à des fins de contrebande".

"Grâce à l'exploitation des renseignements fournis par le mis en cause et à la coordination avec le procureur de la République près le tribunal de Boualem, le territoire de compétence a été étendu à plusieurs wilayas du pays, ce qui a permis d'arrêter le reste des membres du réseau", relève la même source.

Après l'achèvement des procédures juridiques, les mis en cause seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Boualem pour "trafic international de drogue susceptible de menacer l'économie nationale et la santé publique à l'aide d'un moyen de transport, trafic de drogue au sein d'un réseau criminel organisé, ainsi que pour importation et exportation de drogue de manière illégale", ajoute le communiqué.

Constantine Trois morts dans un accident de la route

Trois (3) personnes ont trouvé la mort dans un accident de la route, survenu, jeudi après-midi dans la commune d'Ain Smara (Sud-Ouest de Constantine), a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile.

Il s'agit d'un véhicule de tourisme qui a dérapé et heurté un bus de transport de voyageurs en stationnement, causant le décès de ces personnes âgées de 20 ans, plus

exactement à l'entrée de la zone de Chettaba relevant de la même commune, a précisé la cellule d'information et de communication de ce corps constitué. Les dépouilles ont été évacuées vers la morgue de l'hôpital d'El Khroub, a-t-on indiqué. Une enquête a été diligentée par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les causes et les circonstances exactes de ce drame.

Zone d'activités de Sidi Belkhir à Oued Tlélât 5 milliards de centimes pour la réhabilitation des routes

J. Boukraa

Dans le cadre de l'amélioration des infrastructures et du soutien à l'investissement local, le wali d'Oran, M. Samir Chibani, a annoncé l'attribution d'une enveloppe de 5 milliards de centimes destinée à la réhabilitation des routes de la zone d'activités de Sidi Belkhir, située dans la commune de Oued Tlélât. Cette initiative vise à renforcer l'attractivité économique de cet espace industriel stratégique et à améliorer les condi-

tions de travail des entreprises qui y sont implantées. La zone d'activités de Sidi Belkhir qui s'étale sur 35 hectares accueille plusieurs unités de production et structures économiques et souffre depuis plusieurs années d'une dégradation avancée de son réseau routier, entravant ainsi la fluidité du transport des marchandises et des travailleurs. Face à cette situation, les autorités locales ont décidé d'engager des travaux de réaménagement afin de moderniser les infrastructures existantes et faciliter l'accessibilité aux

investisseurs. Ce projet s'inscrit dans un programme plus large de développement des zones industrielles et d'activités dans la wilaya d'Oran, en adéquation avec la politique nationale de relance économique prônée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. L'objectif est de créer un environnement propice à l'investissement, en améliorant les infrastructures de base et en offrant aux opérateurs économiques des conditions optimales pour le développement de leurs activités.

Intempéries Réduction de la production à la station de dessalement de Chatt El Hilal

En raison des perturbations météorologiques, la société gestionnaire de la station de dessalement de Chatt El Hilal (BCW) a annoncé une réduction de 70% de sa production d'eau potable, a indiqué un communiqué de la SEOR. Cette baisse significative est due à une forte augmentation des matières en suspension dans l'eau de mer, rendant le processus de dessalement plus complexe et nécessitant une adaptation des capacités de traitement. Suite à cette situation ex-

ceptionnelle, plusieurs communes et localités de la wilaya d'Oran seront impactés par des perturbations dans la distribution de l'eau potable, notamment : Boutléfis, Misserghine, Ain El Kerma, Ain Tassa, le pôle urbain Ahmed Zabana, Aïn El Beïda, El Ançor, Bousfer, Mers El Kébir et Ain El Turck, ainsi que l'ensemble de la partie ouest de la ville d'Oran.

Les services concernés assurent que la situation sera rétablie dès que la station retrouvera sa pleine

capacité de production. Un suivi en temps réel est assuré par les services techniques compétents afin d'optimiser la gestion des ressources disponibles et de limiter l'impact de cette perturbation sur les habitants. La société SEOR, en charge de la distribution de l'eau dans la wilaya, s'excuse pour les désagréments occasionnés et assure que toutes les mesures sont prises pour un retour à la normale dans les meilleurs délais.

J.Boukraa

Es-Sénia 471 kg de viandes blanches impropres à la consommation saisis

K. Assia

Une quantité de 471 kg de viandes blanches impropres à la consommation a été saisie avant-hier, lors d'une opération menée par les éléments du service de la police générale relevant de la sûreté de daïra d'Es-Sénia. Cette opération qui entre dans le cadre de la protection de la santé du consommateur a été effectuée à l'issue d'un contrôle de plusieurs magasins et boucheries situés dans le périmètre de compétence de

cette sûreté. Les policiers ont découvert que cette quantité de viande destinée à la commercialisation était impropre à la consommation. Dans ce registre, les enquêteurs font appel au service vétérinaire qui après contrôle confirme que la viande saisie ne répond pas aux normes d'hygiène et de qualité. Outre l'absence de qualité, les policiers ont relevé d'autres infractions dont l'absence du registre de commerce et le non-respect de la chaîne de froid. Ce qui souligne l'absence de traçabilité de l'activité et

aussi le non-respect des conditions de conservation des produits carnés qui sont des produits périssables. Des poursuites ont été lancées à l'encontre du contrevenant.

Notons qu'un plan d'action a été mis en place par les services du commerce pour multiplier les descentes dans les marchés et vérifier si les viandes commercialisées proviennent du circuit légal qui est l'abattage et aussi contrôler si la qualité est respectée. Une mesure qui vise à lutter contre les intoxications alimentaires.

Promotion des opportunités d'investissement La wilaya lance une plateforme numérique

Oran mise sur le numérique pour booster l'investissement en mettant à la disposition des investisseurs une plateforme numérique dédiée à la promotion des opportunités d'investissement dans tous les secteurs à la wilaya d'Oran.

Cette initiative, lancée par la wilaya d'Oran, s'inscrit dans la dynamique nationale impulsée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à diversifier l'économie, attirer les capitaux et encourager la création d'emplois. En facilitant l'accès à l'information et en simplifiant les démarches administratives, cette plateforme constitue un outil stratégique pour renforcer l'attractivité économique de la région. Accessible en ligne

via oran-invest.dz, cette plateforme propose un référentiel complet sur les opportunités d'investissement à Oran. Elle met en avant les secteurs porteurs, identifiant les domaines stratégiques et les filières en plein essor. Elle fournit également des informations précises sur l'offre foncière et immobilière, notamment la disponibilité des terrains et des espaces industriels dédiés aux projets d'investissement. De plus, elle détaille les dispositifs d'accompagnement, tels que les aides publiques, les incitations fiscales et les procédures administratives à suivre.

Un autre atout majeur de cette plateforme est la mise en relation avec les structures d'appui, les institutions financières et les acteurs économi-

ques locaux, facilitant ainsi les échanges et la concrétisation des projets. Grâce à cet outil moderne, la wilaya d'Oran réaffirme sa volonté de numériser l'administration et de créer un environnement propice aux investissements productifs.

En plus de fournir des informations essentielles, cette plateforme ambitionne de devenir un guichet unique digitalisé, permettant aux investisseurs d'interagir directement avec les autorités locales et de suivre l'évolution de leurs projets en temps réel. Cette démarche s'inscrit dans une vision plus large de modernisation de la gouvernance économique et de renforcement de la compétitivité du territoire.

J.Boukraa

Opération de police-gendarmerie à Aïn El Turck 24 individus recherchés arrêtés, plus de 1.800 sachets de lait saisis

Une opération coup de poing a été lancée par les services de la sûreté de daïra de Aïn El Turck en collaboration avec les unités du groupement de la gendarmerie d'Oran dans plusieurs quartiers et localités relevant de cette commune balnéaire.

Des moyens humains et matériels ont été déployés pour passer au peigne fin plusieurs quartiers et éradiquer de nombreux foyers de la criminalité et ce dans le cadre du plan d'action commun mis en place par ces deux corps de sécurité. Sur ce, on saura que des éléments de la police judiciaire, de la voie publique, de la BMPJ et des unités de la brigade d'intervention et de sécurité ont été mobilisés pour arrêter les individus recherchés et aussi mettre hors d'état de nuire les dealers entre autres. Cette opération d'envergure a donné lieu à l'interpellation de 215 individus

qui ont été soumis à un examen de situation et 35 d'entre eux ont été arrêtés. Parmi eux, 15 sont recherchés et 9 autres sont condamnés par la justice ce qui porte le nombre global des individus recherchés à 24 personnes. 11 individus ont été aussi appréhendés pour détention et commercialisation de stupéfiants, port d'armes prohibées entre autres. Par ailleurs, les policiers et les gendarmes ont procédé au contrôle de 285 véhicules et 17 motos. 4

motos ont été mises en fourrière pour diverses infractions à la réglementation. Les services de sécurité ont saisi des comprimés psychotropes et du kif traité et ont relevé 71 infractions et 7 délits routiers. En ce qui concerne le volet de la police générale, 14 commerces ont été contrôlés en collaboration avec les services du commerce et 1.838 sachets de lait ont été saisis pour non-respect du prix fixé.

K.Assia

Misserghine Neuf blessés dans un accident de la route

Neuf personnes ont été blessées dans un accident de la route survenu hier matin. Le sinistre s'est produit lorsqu'un bus a dévié de sa trajectoire sur la route à Haï Rahab à Misserghine en allant vers la gare routière El Bahia. Les victimes ont été évacuées vers l'hôpital local pour recevoir les soins nécessaires.

J.B.

Salon national du livre à Oran Vente-dédicace du livre «Kamel Daoud : Cologne, contre-enquête» de Ahmed Bensâada

Une séance vente-dédicace a été organisée, jeudi soir, au stand de l'Entreprise nationale de communication, de publication et de publicité (ANEP), à l'occasion de la présentation du livre «Kamel Daoud : Cologne, contre-enquête», de l'écrivain Ahmed Bensâada, entrant dans le cadre du Salon national du livre d'Oran, Publié pour la première fois en 2016 aux éditions «Frantz Fanon», ce livre a été réédité en 2024 par l'ANEP. Il propose une analyse de l'idéologie véhiculée par les écrits, articles de presse et discours de Kamel Daoud, a expliqué l'académicien Ahmed Bensâada lors de cette séance dédicace, qui a attiré de nombreux lecteurs intéressés par cet ouvrage. Ce livre de 123 pages, qui repose sur des documents audio et des références réelles, dénonce certains écrivains contemporains que Bensâada qualifie de «soumis au néocolonialisme, flattant l'ancien colonisateur au détriment de leur identité culturelle», et qui «détestent leurs origines et promeuvent des idées rétrogrades et nuisibles pour déstabiliser leurs pays». Bensâada souligne également que ces écrivains servent les agendas de puissances étrangères dans le cadre des guerres de quatrième génération et des guerres cognitives, qui plantent des idées fausses dans les esprits et présentent une image négative des sociétés auxquelles ils appartiennent.

Le chercheur Bensâada a, lors de sa conférence intitulée «L'utilisation du roman dans les guerres de quatrième génération», précisé que «leurs écrits por-

tent des stéréotypes qui sentent le colonialisme ancien» et que «les auteurs du néocolonialisme sont tous alliés au lobby sioniste, attaquent la religion, la langue et l'histoire de la nation». L'écrivain aborde également la position de Kamel Daoud sur la question palestinienne, qu'il juge «encourageant» la brutalité de l'entité sioniste, ainsi que sa relation avec la langue arabe et «sa vision dégradante des musulmans et des Arabes», affirmant que «les accusations de Kamel Daoud contre les musulmans et les Arabes lors de l'incident de Cologne en Allemagne sont sans fondement. L'objectif était de dénigrer la religion islamique».

Bensâada a mis l'accent sur la nécessité pour un écrivain de rester fidèle à ses racines et à son identité, sinon il ne pourra pas atteindre l'internationalité ni réussir, ajoutant que «Kamel Daoud critiquait objectivement la société à laquelle il appartenait, pour ensuite devenir une personne qui insulte et dénigre la société et le pays d'origine».

En conclusion de son intervention, le chercheur et analyste politique Ahmed Bensâada a annoncé qu'une troisième édition de «Kamel Daoud : Cologne, contre-enquête» sera publiée après l'épuisement de la deuxième édition, incluant un contenu nouveau, mis à jour entre 2016 et 2025, ainsi que d'autres ouvrages, tels que ceux de Boualem Sansal. Bensâada est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont «Arabesque», publié en arabe et en français, ainsi que «Qui sont ceux qui se sont autoproclamés leaders du Hirak?».

Mosquée pôle Abdelhamid Ibn Badis Un salon dédié aux micro-entreprises

Depuis la mosquée pôle Abdelhamid Ibn Badis s'est ouvert jeudi le Salon local des entreprises émergentes, sous le slogan «Ensemble pour bâtir une économie libre». Organisé par l'antenne d'Oran de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NASDA). L'objectif de ce salon est double : d'une part, présenter les nouvelles mesures d'accompagnement et de soutien aux jeunes porteurs de projets, et d'autre part, mettre en lumière le rôle croissant des entreprises émer-

gentes dans le tissu économique local. L'événement constitue ainsi une plateforme privilégiée pour les entrepreneurs, leur offrant l'opportunité de découvrir les dispositifs d'appui, d'échanger avec les institutions chargées du programme d'emploi et de bénéficier d'un accompagnement structuré. Il permet également de valoriser les entreprises créées dans le cadre de ce dispositif, en facilitant leur mise en réseau avec des acteurs économiques et institutionnels.

J.Boukraa

Développement durable Oran accueille une rencontre sur la transition verte

Dans le cadre du programme de coopération transfrontalière Interreg NEXT MED, le Centre National des Études et des Analyses sur la Population et le Développement a organisé, jeudi, une rencontre d'information à l'hôtel El Bay. Cet événement marque le lancement d'un appel à projets dédié à la transition verte et au développement durable, avec pour principal objectif de relever les défis climatiques et de renforcer l'économie verte dans la région méditerranéenne. Les discussions ont porté sur les conditions administratives et techniques requises pour intégrer les initiatives soutenues dans le cadre de cette coopération. L'accent a été mis sur les solutions innovantes en faveur de la gestion durable des ressources naturelles, en particulier l'économie circulaire, la gestion raison-

née des ressources en eau, l'adaptation aux changements climatiques et la prévention des catastrophes environnementales. Interreg NEXT MED s'inscrit dans une dynamique régionale visant à favoriser les synergies entre les acteurs économiques, institutionnels et scientifiques, en vue de promouvoir une croissance durable et inclusive. À travers cette initiative, l'accompagnement des projets verts devient une priorité stratégique, offrant aux entrepreneurs et aux collectivités locales des leviers concrets pour accélérer la transition écologique. Cette initiative constitue une opportunité majeure pour les entreprises et porteurs d'idées souhaitant s'engager dans des projets structurants en faveur d'un modèle économique plus résilient et écologique.

J. B.

Pour diffusion de contenus immoraux Deux influenceuses arrêtées

Suite à la diffusion de vidéo sur les réseaux sociaux de contenus immoraux et portant atteinte aux bonnes mœurs, les éléments de la brigade de lutte contre la cybercriminalité de la police judiciaire de la sûreté d'Oran sont parvenus à identifier les personnes impliquées dans cette affaire. Il s'agit de deux influenceuses qui diffusaient des contenus incitant à la débauche. En effet, cette enquête a été ouverte après que les policiers aient intercepté une vidéo sur les réseaux sociaux montrant les deux in-

fluenceuses en train de faire la promotion, en direct et via Instagram et autres plateformes de contenus portant atteinte aux bonnes mœurs et des dérives punies par la loi en vigueur. Ainsi et en coordination avec le procureur de la République près le tribunal de Fellaouçène, les enquêteurs de cette brigade spécialisée ont procédé à l'arrestation de suspects et ont saisi les portables utilisés dans cette affaire. Elles seront présentées au tribunal une fois les recherches achevées.

K. Assia

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

KHELIFOU Med, 89 ans, El Mohgoun
KEROUCHA Aïcha, 88 ans, Haï Bouamama
BEKERITI Moulak, 83 ans, Haï Bouamama
BENYATOU Yamina, 48 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

16 chaâbane 1446				
El Fedjr 06h26	Dohr 13h17	Assar 16h21	Maghreb 18h49	Icha 20h07



Aïn Temouchent

Des «mesures urgentes» pour pallier le manque de gynécologues

Le wali de Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a mis l'accent, jeudi, sur la nécessité d'adopter des "mesures urgentes" pour prendre en charge le manque d'obstétriciens et de gynécologues dans le secteur de la santé de la wilaya, afin d'éviter de transférer les femmes enceintes vers des établissements hospitaliers situés en dehors de la wilaya.

Lors de sa supervision de la réunion du Conseil exécutif de la wilaya, M. Ouled Abdennebi a insisté sur la mise en place d'une plateforme de coordination avec des spécialistes privés en gynécologie et obstétrique dans le cadre du code de déontologie professionnelle des médecins, "afin de combler le déficit observé dans ce domaine au sein des structures hospitalières publiques de la wilaya".

Il a appelé les responsables du secteur de la santé à trouver une solution au problème des transferts de femmes enceintes vers des établissements extérieurs à la wilaya en raison du manque de spécialistes dans le secteur public, en attirant des gynécologues-obstétriciens dans le secteur public et en signant des accords de coopération avec des praticiens privés pour prendre en charge ces cas. La direction de la Santé et de la Population de la wilaya (DSP) de Aïn Temouchent a recensé "398 cas de transferts vers l'extérieur de la wilaya au cours de l'année écoulée, dont la majorité concerne des femmes enceintes dirigées vers l'établissement hospitalier de la commune de Remchi, à Tlemcen, ainsi que vers l'hôpital "1er-Novembre" à Oran, en raison du manque de gynécologues-obstétriciens à Aïn Temouchent", a indiqué le DSP de cette collectivité locale de l'Ouest, Abdelkrim Mohamed Zemat.

La wilaya dispose actuellement de seulement quatre spécialistes en gynécologie et obstétrique répartis entre l'hôpital spécialisé de maternité et de pédiatrie, les hôpitaux de Hammam Bouhadjar et de Beni-Saf, ainsi que 18 spécialistes relevant du secteur privé, a précisé M. Zemat, ajoutant que ses services prévoient l'arrivée de quatre nouveaux spécialistes dans cette spécialité au cours de l'année en cours.

Le secteur œuvre également à mettre en œuvre un accord de coopération avec l'hôpital "1er Novembre" d'Oran pour bénéficier de missions spécialisées dans ce domaine, a-t-il fait observer.

Mascara

Pour une gestion rationnelle du foncier agricole

Une rencontre régionale sur le foncier agricole a été organisée, jeudi à la bibliothèque centrale de l'Université "Mustapha Stambouli".

Cette rencontre, organisée par la Chambre nationale de l'agriculture en coordination avec l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), sous l'égide du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a vu la présence des autorités de la wilaya, ainsi que des agriculteurs des différentes filières agricoles des wilayas de Mascara, Tlemcen, Saïda, Sidi Bel-Abbès, Béchar, Oran, Aïn-Temouchent, Relizane, Chlef, Mostaganem, Tiaret, Tissemsilt, Naâma et El Bayadh.

Le président de la Chambre nationale de l'agriculture, Mohamed Yazid Hambli, a indiqué dans son allocution que l'organisation de ces rencontres régionales s'inscrit en complément du travail de la Commission nationale de d'assainissement du foncier agricole, installée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, le 9 décembre dernier, "pour écouter directement les préoccupations des agriculteurs et des investisseurs concernés et transmettre leurs préoccupations et leurs suggestions de manière fidèle aux autorités supérieures du pays". M. Hambli a mis l'accent sur la nécessité de prendre des mesures audacieuses et décisives pour garantir une gestion rationnelle du foncier agricole

et assurer son exploitation optimale, afin, a-t-il soutenu, de promouvoir le développement économique et social et en faire un véritable moteur pour la relance du secteur agricole, qui est la base de la sécurité alimentaire et un pilier de notre indépendance économique. Et d'ajouter: "nous faisons face aujourd'hui à une responsabilité historique qui exige de nous de travailler sérieusement pour assainir le foncier agricole et partir d'une observation précise de la réalité pour identifier les points de défaillance qui entravent sa stabilité et son développement". Il a dans ce sens appelé à la mise en place d'un système législatif et administratif transparent et juste "garantissant aux agriculteurs et aux investisseurs la stabilité de leurs terres et renforce leur confiance dans l'avenir du secteur agricole".

De son côté, le Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens, Abdelatif Dilmi, a rappelé que son organisation "a décidé d'examiner tous les aspects en lien avec le problème de l'assainissement du foncier agricole, en commençant par une révision des lois 10/03 et 83/18, et en écoutant les préoccupations des propriétaires d'exploitations agricoles collectives et individuelles (EAC-EAI), ainsi que des propriétaires de terres privées, directement concernés, à travers ces rencontres régionales, afin de mieux comprendre la réalité sur le terrain".

Mostaganem

Près de 1.500 logements en chantier

Près de 1.500 logements toutes formes confondues sont en cours de réalisation dans la wilaya de Mostaganem, indique jeudi un communiqué des Services de la wilaya. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a effectué, mercredi, une visite au niveau des chantiers des projets de réalisation de ces logements, situés dans le pôle urbain d'El-Hchem, dans la commune de Sayada, et dans la zone d'expansion urbaine de Mazaghran inférieure.

Lors de sa visite du projet de réalisation de 300 logements publics locatifs, le wali a instruit les services compétents de veiller au respect de la qualité des travaux et de garantir la livraison des logements dans les délais contractuels.

Le premier responsable de l'Exécutif local a également demandé d'étudier la possibilité d'ajouter des espaces commerciaux pour dynamiser la zone avoisinant le projet de 800 logements, dont la première tranche comprend 70 logements publics locatifs, implantés dans la même zone urbaine.

Le wali a aussi inspecté les projets de réalisation du nouveau quartier résidentiel (526 logements relevant de la formule location-vente), en cours de réalisation par l'entreprise Cosider, pour un délai de 30 mois, de 92 logements promotionnels aidés (LPA), et celui de 50 unités d'habitation de la même formule, dont la réalisation est confiée à un

promoteur privé et un autre public, ajoute le communiqué des services de la wilaya. Dans la zone d'expansion urbaine de Mazaghran inférieure, M. Boudouh a inspecté le projet de réalisation de 150 logements LPA, réalisés par l'Agence AADL, pour un délai de 8 mois et une enveloppe budgétaire de 591 millions de dinars, a-t-on fait savoir de même source. "Cette zone accueillera également un projet de logements AADL (nouveau programme), après la sélection des terrains adéquats pour la construction de 3.600 unités au titre de la première tranche", a souligné le wali.

Concernant le projet de réalisation de 50 logements promotionnels aidés et 100 autres unités de la même formule, en cours dans cette zone, le wali a ordonné la résiliation du contrat avec l'entreprise réalisatrice "pour non respect des délais contractuels de réalisation". En outre, 80 autres logements seront livrés, en juillet prochain, ajoute la même source. Quant au projet de 50 LPL, le responsable de l'Exécutif local a donné des instructions pour finaliser les derniers travaux et procéder à la livraison du projet le 17 février en cours, a-t-on précisé.

Relizane

Deux morts et deux blessés dans une collision

Deux personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été blessées dans un accident de la route survenu, dans la nuit de jeudi à vendredi dans la wilaya de Relizane, selon les services de wilaya de la Protection civile. Le responsable de l'information, le lieutenant Abbes Khamallah, a indiqué à l'APS que l'accident s'est produit au niveau de la route nationale RN4, au niveau de la zone dite la « pépinière », dans la commune d'El-Matmar, à la suite d'une collision entre une voiture particulière et un camion. Cet accident a causé la mort de deux personnes âgées

de 28 et 42 ans sur place, et a fait deux blessés, âgés de 29 ans, présentant des blessures à différents degrés de gravité.

Les éléments de la Protection civile de l'unité principale, soutenus par l'unité secondaire d'El-Matmar, sont intervenus pour prodiguer les premiers soins aux blessés, avant de les évacuer à l'hôpital Mohamed Boudiaf du chef-lieu de wilaya, tandis que les corps des victimes ont été transférés à la morgue de cet établissement de santé. Les services de sécurité compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

Tlemcen

Des aides pour plusieurs communes

Le wali de Tlemcen Youcef Bachlaoui a procédé, jeudi soir, à la distribution de 131 décisions d'attribution d'aides des programmes de la Caisse de Garantie et de Solidarité des Collectivités locales pour l'année 2025 à plusieurs communes de la wilaya.

Ces aides ont concerné les communes de Maghnia, Sidi Djilali, Sebdou, Hennaya et Remchi. Dans son intervention, le wali a indiqué que la wilaya de Tlemcen a bénéficié, cette année, d'une allocation de 3,70 milliards de DA de la Caisse de Garantie et de Solidarité des Collectivités locales.

Sur cette somme, 2,68 milliards de DA ont été affectés à l'inscription de 165 opérations de développement au niveau des communes, 300 millions de DA pour l'achat de matériel de nettoyage au profit de l'établissement public de gestion des déchets, 500 mil-

lions DA pour la daïra administrative El-Aricha, 200 millions DA pour l'amélioration urbaine dans la wilaya de Tlemcen et 20 millions DA pour réaliser une étude sur les réserves d'eau souterraine dans les zones frontalières.

Il a également précisé qu'à ce jour, 131 aides ont été approuvées pour les communes par le contrôleur financier, tandis que 34 dossiers sont encore en cours de traitement au niveau des communes. Le wali a exhorté les présidents des APC à accélérer les procédures afin d'enregistrer ces projets dans les plus brefs délais.

M. Bachlaoui a ajouté qu'un contrat de performance a été signé avec les chefs de daïras et les directeurs exécutifs dans le cadre du soutien au développement local et de l'amélioration des conditions de vie des citoyens, en veillant à ce que tous les projets soient livrés dans les délais.

Clôture du Salon de la production et de l'exportation

La troisième édition du Salon de l'Ouest de la Production et de l'Exportation a pris fin, jeudi soir au Centre des arts et des expositions de la wilaya de Tlemcen. Lors de la cérémonie de clôture du salon, qui s'est déroulée du 11 au 13 février, 130 participants, notamment des opérateurs économiques provenant de 16 wilayas de l'Ouest et du sud-ouest du pays ont été honorés.

Ces participants activent dans divers secteurs industriels supervisés par les directions régionales du commerce d'Oran, Saïda et Béchar.

Cette cérémonie a également vu la signature d'un accord de coopération entre les opérateurs économiques et les étudiants porteurs de projets de 12 universités et 6 instituts à travers le pays.

La troisième édition du Salon de l'Ouest a également organisé trois ateliers abordant des sujets tels que les lois sur

l'immobilier, l'investissement, les zones franches, l'échange libre, la logistique, ainsi que les mesures et démarches de soutien à l'exportation.

Ces ateliers ont été animés par des experts et des représentants de plusieurs ministères et organismes.

Cette édition a été marquée par l'exportation de conteneurs de poudre de caroube et de dérivés de zinc vers des pays européens et asiatiques, ainsi que par l'organisation d'un concours pour le meilleur stand d'exposition, avec des prix décernés aux gagnants pour les encourager à la compétition.

Certains opérateurs économiques participant à l'événement ont salué les facilités qui leur ont été accordées par les organisateurs pour promouvoir leurs produits diversifiés et ont exprimé leur satisfaction quant à la possibilité d'explorer les facilités liées à l'exportation, au marketing et autres.

Chlef

Plus de 60 pièces archéologiques déposées au musée

Quelque 61 pièces archéologiques, dont des pièces de monnaie, des poteries, des statuettes et autres ont été déposées, dernièrement, au musée public national Abdelmadjid-Meziane de Chlef, a-t-on appris, jeudi, auprès de cet établissement muséal.

La Directrice du musée, Faïza Benallal a indiqué à l'APS que l'établissement qu'elle dirige a reçu cette année au titre de deux opérations distinctes, un lot de 23 pièces archéologiques remises par la Cour de justice de Chlef et un autre de 38 autres de 38 pièces remises par la direction de la culture de la wilaya de Sidi Bel Abbès.

Il s'agit notamment de pièces de monnaie datant de la dynastie des almohades, de diverses statues, de pierres semi-précieuses et de poteries remontant à la période romaine, a-t-elle précisé.

Le même responsable a as-

suré que toutes les conditions sont réunies pour la conservation de ces pièces, particulièrement après l'opération de réaménagement des différentes salles d'exposition du musée.

Elle a rappelé qu'en 2024, pas moins de 766 pièces archéologiques, majoritairement des pièces de monnaie, ont été déposées au musée en vue de leur conservation et valorisation.

Mme Benallal a souligné que ses services œuvrent en coordination avec les différents corps sécuritaires, services judiciaires et autres organismes culturels et acteurs de la société civile afin de préserver les différentes pièces archéologiques et contrer d'éventuelles tentatives de contrebande ou de sabotage. Ces pièces sont aussi authentifiées et datées pour leur valorisation et leur préservation, soit en les conservant dans des entrepôts dédiés pour ce faire, ou en les exposant au profit du grand public.

Les restrictions américaines à l'exportation seront-elles efficaces ?

BERKELEY - L'administration du président américain Joe Biden, que certains regrettent déjà, a commencé à mettre en œuvre des restrictions sur les exportations américaines de semi-conducteurs de pointe à partir du mois d'octobre 2022. Technologie classique à « double usage », ces puces électroniques alimentent l'IA générative ainsi que les superordinateurs utilisés dans les systèmes d'armement, les cyberattaques et la surveillance. Elles permettent également de renforcer la capacité des entreprises à faire face à la concurrence internationale – en l'occurrence, la capacité des entreprises chinoises de haute technologie à concurrencer leurs rivales américaines.



PAR BARRY EICHENGREEN

Professeur d'économie et de sciences politiques à l'Université de Californie de Berkeley. Son ouvrage le plus récent s'intitule *In Defense of Public Debt* (Oxford University Press, 2021).

Durant ses derniers mois d'exercice du pouvoir, l'administration Biden a intensifié ces restrictions, en ajoutant les puces mémoire à large bande passante et les outils de fabrication de puces à la liste des produits interdits. Composée principalement de partisans d'une ligne dure vis-à-vis de la Chine, l'administration Trump s'apprête à accentuer ces mesures.

La Chine riposte en imposant des contrôles sur les exportations de terres rares et de matériaux connexes utilisés par les producteurs américains. Pour autant, la menace la plus sérieuse réside dans la possibilité que la Chine accélère le développement de sa propre capacité à concevoir des puces et des équipements destinés à leur fabrication. Si la Chine réussit à combler le fossé technologique plus rapidement qu'elle n'y serait parvenue dans d'autres circonstances, on pourra alors considérer que les contrôles américains à l'exportation auront été inefficaces, voire contre-productifs.

Iest difficile de prédire si les efforts de la Chine aboutiront à un succès ou à un échec. C'est pourquoi il peut être utile de se pencher sur une période de l'histoire instructive en la matière, qui concerne la France des années 1960.

Al'époque, les dirigeants politiques et hommes d'affaires français entendaient une menace économique en provenance des États-Unis. Le journaliste et politicien Jean-Jacques Servan-Schreiber souligne le risque de voir la France devenir un vassal économique des États-Unis. Il redoute en effet une invasion de l'Europe par les multinationales américaines, illustrée notamment par l'acquisition de la société française Machines Bull par General Electric en 1964.

Le président français Charles de Gaulle s'oppose par ailleurs à la domination de l'OTAN par les États-Unis, et refuse de placer l'armée française sous un commandement conjoint réunissant les membres de l'alliance. Il finira par faire sortir la France du commandement intégré de l'OTAN.

Dans ce contexte, les États-Unis décident en 1964 de refuser



les licences d'exportation d'ordinateurs IBM et Control Data Corporation (CDC) à la Commission française de l'énergie atomique. Ces ordinateurs centraux colossaux pourraient en effet être utilisés par la France pour concevoir une bombe à hydrogène, que seuls les États-Unis et l'Union soviétique possèdent à l'époque. Une capacité thermonucléaire permettrait à la France d'appliquer une politique de défense indépendante, au détriment des intérêts américains. Une éventuelle rétro-ingénierie des machines IBM et CDC risquerait par ailleurs de redynamiser le secteur informatique commercial français, et de permettre au pays de surmonter le triste démantèlement de Bull.

C'est dans ces circonstances que le gouvernement français lance en 1966 un programme savoureusement intitulé *plan Calcul*, avec pour objectif d'investir l'équivalent de plus de 1,5 milliard d'euros actuels dans l'industrie informatique française au cours des cinq premières années du programme. La moitié de ce montant sera fournie par l'État sous forme de subventions à la recherche pour les entreprises privées, et l'autre moitié par les entreprises elles-mêmes.

Pour aider les entreprises à financer leur part, l'État accorde des garanties et prêts à taux préférentiels. Une agence rattachée au cabinet du Premier ministre coordonnera le plan, étant par ailleurs prévu que deux sociétés françaises fusionnent pour créer un champion national, la *Compagnie internationale pour l'informatique* (CII).

Le plan Calcul est défendu par de Gaulle lui-même, qui plaide à l'époque au même niveau d'importance une armée et une économie de classe mondiale pour assurer le statut de la France en tant que puissance planétaire – pour rétablir la France dans sa « grandeur ». On ne peut ici s'empêcher de penser aux aspirations du dirigeant chinois Xi Jinping, au rôle qu'il joue personnellement dans les efforts de promotion de la suprématie chinoise en matière de haute technologie.

Finalement, le plan Calcul échouera à faire de la France un pays leader dans le domaine des ordinateurs à grande vitesse. En effet, plutôt que de travailler en harmonie avec le secteur privé, les technocrates du gouvernement s'impliqueront de manière excessive dans les affaires de la CII, jouant à la fois le rôle du banquier, de l'entrepreneur, du superviseur et du client. Ils ne se concentreront pas sur les marchés commerciaux, où la CII aurait été confrontée à une concurrence, notamment de la part d'IBM, mais sur les marchés publics, où la CII pourrait demeurer obèse et paresseuse. Loin de soutenir le secteur privé, les interventions de l'État entraveront ses progrès.

Par ailleurs, au moment de la création de leur champion nationale, les technocrates exclurent Bull – société la plus experte du domaine – car désormais entre les mains d'acteurs étrangers. Plutôt que de se compléter, les impératifs de sécurité nationale et les impératifs économiques s'inscrivent à l'époque en contradiction.

Si le plan Calcul a été débouché sur un fiasco, ce n'est pas parce que le système américain de contrôle des exportations a été efficace. Un certain nombre d'entreprises telles qu'IBM ont agi face à la perte d'activité, et sont parvenues à obtenir certaines exemptions. Les informations ont circulé librement entre les usines IBM d'Amérique et celles de France, où, comme le soulignait à l'époque la CIA, les scientifiques locaux y avaient accès. Lorsque les tout derniers ordinateurs n'étaient pas disponibles, les Français pouvaient les remplacer par des versions légèrement plus anciennes.

C'est ainsi que la France est parvenue à obtenir la bombe à hydrogène en août 1968, testée avec succès en Polynésie française. En fin de compte, les contrôles américains à l'exportation auront seulement permis de retarder brièvement l'inévitable sur le plan géostratégique. Il n'est pas impossible que le récent recours des États-Unis aux contrôles sur les exportations se révèle plus efficace, mais ce n'est pas ce que suggère à tout le moins un événement récent : le lancement de DeepSeek.

Trump va-t-il limoger la Fed ?

CAMBRIDGE - Presque toutes les nominations annoncées par le président américain élu Donald Trump ont été accueillies par une vague prévisible d'indignation de la part des médias. Une partie de cette hystérie peut être attribuée à des préjugés partisans profondément ancrés, une autre reflète des préoccupations légitimes, et une autre encore n'est que pure absurdité.



PAR KENNETH ROGOFF

Ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, est professeur d'économie et de politique publique à l'université de Harvard et lauréat du prix 2011 de la Deutsche Bank en économie financière. Il est le co-auteur (avec Carmen M. Reinhart) de *This Time is Different : Eight Centuries of Financial Folly* (Princeton University Press, 2011) et l'auteur du livre à paraître *Our Dollar, Your Problem* (Yale University Press, 2025).

En ce qui concerne l'économie américaine, cependant, les projecteurs sont braqués sur les personnes que Donald Trump pourrait tenter de renvoyer plutôt que sur celles qu'il envisage de nommer. Bien que Trump ait déclaré qu'il ne chercherait pas à révoquer le président de la Réserve fédérale Jerome Powell – dont le mandat se termine en mai 2026 –, il ne fait aucun doute que Trump adorerait dire à Powell : « Vous êtes viré. »

L'antagonisme de Donald Trump à l'égard de Jerome Powell est déconcertant, étant donné que ce dernier a fait un excellent travail. Bien que moins spectaculaire qu'un atterrissage de SpaceX, la réussite de la Fed à faire atterrir en douceur l'économie américaine au milieu de hausses agressives des taux d'intérêt n'en est pas moins spectaculaire. Un exercice d'équilibre aussi délicat n'a été réalisé qu'une seule fois, dans les années 1990, lorsque le « maestro » monétaire Alan Greenspan était à la tête de la Fed. Étant donné que les fortes hausses de taux d'intérêt déclenchent généralement des récessions, les économistes considèrent souvent que le succès est au rendez-vous lorsque le ralentissement économique qui en résulte est léger ou, du moins, de courte durée.

Alors qu'aucun président américain n'a été plus prompt à renvoyer les personnes qu'il avait nommées que Donald Trump, l'an-

cienne star de l'émission *The Apprentice* connu pour son mantra : « Vous êtes viré. » Le président sortant Joe Biden est allé trop loin dans la direction opposée, en s'abstenant de renvoyer ne serait-ce qu'un membre de son gouvernement. Joe Biden a notamment soutenu le secrétaire à la sécurité intérieure, Alejandro Mayorkas, malgré le rôle joué par ce dernier dans la supervision de la néfaste politique « d'ouverture des frontières ». Et à la décharge de Trump, le principal candidat pour remplacer Powell, Kevin Warsh, est un ancien gouverneur de la Fed très apprécié qui s'est toujours montré encore plus va-t-en-guerre que Powell.

Cependant, qu'il renvoie ou non Jerome Powell, la tentative de Trump d'exercer une plus grande influence sur le processus décisionnel de la Fed risque de déstabiliser les attentes des professionnels en matière d'inflation et de faire grimper les taux d'intérêt à long terme. Même si ce processus se déroulera probablement plus progressivement que ne le prévoient certains critiques, qui souffrent du « Trump derangement syndrome », les conséquences pourraient être désastreuses.

À long terme, toute tentative de Trump de saper l'indépendance de la Fed pourrait sérieusement entraver sa capacité à répondre aux crises économiques et financières. Si les anticipations d'inflation ne sont pas fermement ancrées, les décideurs politiques auront du mal à stimuler l'économie sans déclencher une croissance incontrôlée des prix. Une telle « victoire » présidentielle sur la Fed réduirait également la confiance dans d'autres institutions clés.

Heureusement, il n'est pas si simple de renvoyer Jerome Powell. Si les présidents de la Fed sont nommés par le président, leur mandat est fixé par la loi, ce qui signifie que le président n'a pas le pouvoir de les révoquer. Trump pourrait demander à Powell de démissionner, mais ce dernier a déjà fait savoir qu'il ne quittera pas ses fonctions.

Cela dit, l'indépendance de la Fed n'est pas inscrite dans la constitution américaine. Avec un soutien suffisant du sénat et de la chambre des représentants, Trump pourrait modifier la loi pour démettre Powell de ses fonctions. Mais pour l'instant, la Fed est protégée par la quasi-certitude que toute tentative sérieuse d'outrepasser son indépendance ébranlerait les marchés financiers.

Si la destitution de Powell n'est pas envisageable, Trump pourrait nommer un comité de l'Open Market « fantôme » pour saper

l'autorité de Powell et faire pression sur la Fed. Trump a déjà fait quelque chose de similaire avec la présidence entre son élection en novembre et son investiture en janvier ; le monde lui accorde beaucoup plus d'attention qu'à Biden.

Certes, il est peu probable que cette stratégie ait un impact significatif sur Fed. Powell pourrait être confronté à des questions pointues sur les politiques de la « banque centrale fantôme » de Trump, lors d'auditions au Congrès ou de conférences de presse, mais un tel groupe n'aurait pas plus de poids que d'autres critiques externes. À moins qu'elle ne surpasse constamment la Fed par la qualité de sa prévision des tendances économiques – un scénario hautement improbable –, la banque centrale fantôme de Trump sera tout simplement ignorée.

Néanmoins, les risques posés par l'approche de Trump ne doivent pas être sous-estimés. L'indépendance des banques centrales est sans doute l'innovation la plus importante en matière de politique macroéconomique depuis la révolution de l'offre des années 1970. Si le ciblage de l'inflation et la « règle de Taylor » ont joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la politique monétaire moderne, ils reposent sur la crédibilité et l'autonomie des banques centrales. Historiquement, les banques centrales dirigées par des technocrates qui se concentrent sur le maintien de la stabilité des prix ont toujours été plus performantes que celles qui sont en proie à des interférences politiques.

Pour comprendre les enjeux, supposons que Trump parvienne à renvoyer Powell et fasse pression sur la Fed pour qu'elle maintienne les taux d'intérêt à un niveau bas afin de stimuler la croissance économique, en particulier au cours de ses deux premières années, avant que les démocrates ne reprennent – vraisemblablement – la chambre des représentants. Les taux d'intérêt à long terme – comme ceux des prêts immobiliers et automobiles, que la Fed ne contrôle pas directement – augmenteraient presque certainement, d'abord progressivement, puis de manière spectaculaire. En peu de temps, la Fed serait contrainte de faire marche arrière, ce qui entamerait sa crédibilité et affaiblirait l'économie américaine.

La bonne nouvelle, c'est que malgré tous ses caprices, Trump est en fin de compte un pragmatique, et non un idéologue. Les conséquences à long terme d'une atteinte à l'indépendance de la Fed ne seraient dans l'intérêt de personne, y compris le sien.

Attention à la TikTokalypse

SAN DIEGO – Lorsque le président, le Congrès et la Cour suprême des États-Unis sont tous en effervescence en même temps, le sujet de discussion est généralement l'effondrement de la planète ou, tout au moins, l'impôt sur le revenu.



PAR TODD G. BUCHHOLZ*

Ancien directeur de la politique économique de la Maison Blanche sous le président George H.W. Bush et directeur général du fonds spéculatif Tiger, a reçu le prix d'enseignement Allyn Young du département d'économie de Harvard.

Aujourd'hui, il s'agit de vidéos de chats qui dansent. Dès le premier jour de son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump a lancé une attaque contre la Cour Suprême et le Congrès en signant un décret qui vise à suspendre l'interdiction de TikTok, ce qui a valu des applaudissements de l'entreprise détenue par des Chinois. Les créateurs de contenu en ligne de TikTok sont également soulagés, car nombre d'entre eux craignent qu'une interdiction (ou une vente forcée à une entreprise américaine) ne les anéantisse. C'est ce que j'appelle la «TikTokalypse».

Mais cette crainte repose sur une mauvaise compréhension des risques de sécurité de l'application et de la capacité de résistance des créateurs et des plateformes Internet. Les utilisateurs de TikTok, dont 170 millions aux États-Unis, passent en moyenne 90 minutes par jour sur l'application – plus de temps que les Américains ne passent à manger et à boire – et la Chine s'est dotée d'un outil de sur-

veillance dont Joseph Staline et Ernst Blofeld (le chef de Spectre dans les films de James Bond) n'auraient pu que rêver.

La Chine pratique déjà l'espionnage à l'échelle industrielle. Le 14 janvier, le FBI a annoncé que des logiciels malveillants de Mustang Panda, un groupe de pirates informatiques soutenu par le gouvernement chinois, avaient infecté des milliers d'ordinateurs et dérobé des informations de sécurité sensibles.

L'année dernière, le FBI a révélé que la Chine avait mené une campagne qui aurait pu être tirée d'un film de la série Die Hard. Des agents chinois ont infiltré des réseaux d'infrastructures américaines critiques. Si le gouvernement américain n'avait pas interrompu la campagne, les pirates auraient pu paralyser un large éventail de systèmes, de l'eau potable aux gazoducs en passant par le trafic aérien. Dans un témoignage glaçant devant le Congrès, l'ancien directeur du FBI Christopher Wray, que Trump a nommé lors de son premier mandat, a déclaré que «les pirates informatiques chinois se positionnent sur l'infrastructure américaine [...] pour faire des ravages et causer des dommages réels aux citoyens et aux communautés américaines, si ou quand la Chine décide que le moment est venu de frapper.»

S'il est facile de se moquer de certaines des tentatives d'espionnage les plus farfelues, comme la grande chasse aux ballons de 2023, le président chinois Xi Jinping a été clair quant à sa quête d'hégémonie par le biais d'une «guerre

sans fumée». Dans ces conditions, personne ne devrait prendre à la légère le risque posé par TikTok. ByteDance, la société mère de TikTok, a tenté de dissiper les inquiétudes en matière de sécurité, en promettant de stocker les données des utilisateurs américains sur des serveurs américains tiers. Pourtant, des fuites d'enregistrements de réunions internes de l'entreprise ont révélé que les ingénieurs de l'application, basés en Chine, avaient accès à plusieurs reprises à tout, des données de localisation à l'historique de navigation. Lorsque 39 % des Américains âgés de 18 à 29 ans – dont des militaires et des fonctionnaires – s'informent régulièrement sur TikTok, il ne s'agit plus seulement de faire danser des adolescentes ou de leur donner des conseils de maquillage.

L'algorithme de TikTok ne se contente pas de suivre les Américains, il façonne le discours politique du pays. Des recherches menées par l'Alliance for Securing Democracy ont montré que l'application ne parvenait souvent pas à étiqueter correctement le contenu des médias contrôlés par l'État, ce qui a entraîné une prolifération de la propagande de l'État russe sur des sujets aussi cruciaux que la guerre en Ukraine. L'algorithme de recherche de TikTok affiche moins de contenus anti-chinois que d'autres plateformes pour des termes de recherche comme «Tiananmen», «Tibet» et «Ouïghours». Lors du récent conflit entre Israël et le Hamas à Gaza, TikTok a été inondé de vidéos pro-Hamas.

Les États-Unis ont une longue tradition de protection contre la propriété étrangère des grands médias, qui remonte à la loi sur les communications de 1934. Et, bien sûr, à une époque plus ancienne et plus rudimentaire, les citoyens patriotes se contentaient d'enduire de goudrons et de plumes les agents étrangers.

À la lumière des réalités économiques et culturelles d'aujourd'hui, obliger ByteDance à

vendre TikTok à des propriétaires américains n'est pas l'apocalypse numérique que les créateurs craignent. Tout d'abord, il existe de nombreuses autres plateformes permettant d'atteindre le public. Les créateurs peuvent même publier du contenu dans le même format vidéo court. Les reels d'Instagram peuvent atteindre deux milliards d'utilisateurs actifs mensuels, par exemple, et les Shorts de YouTube reçoivent collectivement plus de 70 milliards de vues par jour. Les créateurs numériques, pour leur part, sont beaucoup plus résilients que beaucoup ne l'imaginent. Lorsque Vine a fermé en 2017, ses créateurs n'ont pas disparu ; ils ont évolué, et migré avec succès vers d'autres plateformes.

Avec Trump, désireux de conclure un accord sur TikTok, ByteDance est prête à recevoir des offres élevées de la part d'entreprises américaines. Je ne serais pas surpris que TikTok atteigne un prix supérieur à celui de Spotify, qui s'élève à 101 milliards de dollars, et qu'il atteigne les sommets de Netflix et de Disney, qui valent plusieurs centaines de milliards de dollars. L'économie des créateurs ne repose pas sur une seule application chinoise, mais plutôt sur l'innovation occidentale, de l'iPhone à Internet lui-même. Les vidéos de chats et les défis de danse trouveront de nouveaux lieux d'accueil, tout comme ils ont migré de «America's Funniest Home Videos», sur les chaînes de télévision, vers YouTube et TikTok.

Le choix n'est pas entre la créativité et la sécurité, mais entre la naïveté et la prudence. À une époque où les données sont le nouveau plutonium, ce n'est pas du tout un choix.

**Il est l'auteur de New Ideas from Dead Economists (Plume, 2021), The Price of Prosperity (Harper, 2016) , et co-auteur de la comédie musicaleGlory Ride.*

Les repas scolaires : une nourriture pour l'esprit et un carburant pour le développement



PAR GORDON BROWN¹
ET KEVIN WATKINS²



1. Ancien premier ministre du Royaume-Uni, est l'envoyé spécial des Nations unies pour l'éducation mondiale et le président de l'organisation Education Cannot Wait.
2. Ancien directeur général de Save the Children UK, est professeur invité à l'Institut Firoz Lalji pour l'Afrique de la London School of Economics.

Les années 2020 s'annoncent comme une décennie perdue pour le développement, et ce sont les enfants les plus vulnérables du monde qui font les frais de ce ralentissement.

L'avenir envisagé par les ODD est en train de s'éloigner. En 2030, quelque 620 millions de personnes devraient vivre dans l'extrême pauvreté (définie par la Banque mondiale comme un revenu inférieur à 2,15 dollars par jour). Les progrès vers l'éradication de la faim se sont arrêtés il y a plus de dix ans. Au rythme actuel, 582 millions de personnes vivront en sous-nutrition chronique en 2030, soit le même nombre qu'il y a dix ans, lorsque les ODD ont été adoptés.

Ce fossé grandissant entre l'ambition et la réalisation touche de manière disproportionnée les jeunes de moins de 18 ans. Les enfants représentent environ un tiers de la population mondiale, mais plus de la moitié des pauvres de la planète. Actuellement, 237 millions des 333 millions d'enfants vivant dans l'extrême pauvreté se trouvent en Afrique subsaharienne. Selon nos estimations, basées sur les projections des Nations unies et de la Banque mondiale, ce nombre passera à 326 millions d'ici à 2030.

La dénutrition fait des ravages. Dans les pays les plus pauvres du monde, environ 258 millions d'enfants souffrent de la faim, soit 56 millions de plus qu'en 2015. Pour ces enfants, la faim n'est pas une source occasionnelle de stress, mais une réalité cruelle de la vie quotidienne. En raison de la dénutrition chronique, des millions d'enfants souffrent d'un retard de croissance, l'un des principaux facteurs de risque d'altération du développement cérébral. Les taux de retard de croissance sont en baisse,

EDINBOURG - Lorsque les gouvernements ont adopté les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies en 2015, ils se sont engagés à éliminer la faim et la pauvreté. Mais aujourd'hui, à l'approche de l'échéance de 2030, un fossé sépare l'ambition initiale des ODD et la réalité sur le terrain.

mais ils ne représentent qu'un quart du taux nécessaire pour atteindre les objectifs des ODD ; ils restent supérieurs à 30 % en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Au rythme actuel, 36 millions d'enfants de plus souffriront de retard de croissance que si l'on atteignait l'objectif de développement durable sur la faim.

La pauvreté et la faim ont des effets dévastateurs sur les résultats scolaires et la mobilité sociale. Quelque 84 millions d'enfants risquent de ne pas être scolarisés d'ici à 2030, ce qui compromet les progrès vers l'éducation universelle. Sans éducation, les adolescents sont souvent contraints de travailler et de se marier tôt, ce qui anéantit leurs espoirs d'un avenir meilleur. Et la faim en classe est un puissant obstacle à la concentration et à l'apprentissage.

Trop souvent, les discussions sur les objectifs du Millénaire pour le développement se transforment en vaines récriminations sur des progrès décevants. Mais se lamenter est un luxe que les enfants pauvres et affamés ne peuvent pas se permettre. Ils ont besoin de politiques pratiques qui peuvent faire une différence dans leur vie d'ici 2030. À cette fin, nous préconisons une initiative majeure visant à assurer l'universalité des repas scolaires dans les pays les plus pauvres, avec l'appui d'un nouveau mécanisme de financement mondial.

Des programmes menés en Inde, au Brésil et dans de nombreux autres pays ont montré que la fourniture d'un repas à l'école améliore la nutrition, permet aux enfants d'apprendre à l'abri des effets débilissants de la faim et constitue le moyen le plus rentable de réduire la pauvreté infantile. Pour les familles les plus pauvres, un repas scolaire est un transfert en nature qui allège la pression sur le budget du ménage, ce qui permet de maintenir les enfants à l'école. Par conséquent, les repas scolaires augmentent le nombre d'inscriptions et réduisent les taux d'abandon scolaire, en particulier chez les enfants les plus pauvres. Ils permettent également aux enfants d'apprendre davantage. Le programme de repas scolaires à grande échelle du Ghana a permis d'obtenir des résultats

d'apprentissage équivalents à une année de scolarité supplémentaire.

L'achat de repas scolaires présente l'avantage supplémentaire de créer des opportunités économiques pour les communautés rurales, où vivent environ 80 % des personnes extrêmement pauvres. Au Brésil, un tiers du budget consacré aux repas scolaires est destiné aux petits exploitants agricoles, ce qui permet d'établir un lien entre une alimentation saine pour les enfants et des moyens de subsistance plus résistants et durables.

Selon une étude menée par la Sustainable Finance Initiative de la Free School Meals Coalition, fournir des repas scolaires gratuits à 236 millions d'enfants supplémentaires, dans les pays les plus pauvres du monde, coûterait 3,6 milliards de dollars par an jusqu'en 2030. Une grande partie de ce financement peut provenir des gouvernements des pays en développement, mais une aide extérieure supplémentaire de 1,2 milliard de dollars par an est nécessaire. L'aide au développement actuelle est bien inférieure à ce montant et elle est désespérément fragmentée. Au lieu d'investir dans le développement de programmes nationaux, les donateurs distribuent l'aide comme des confettis, et financent des projets à petite échelle et déconnectés les uns des autres, qui ne parviennent souvent pas à produire des résultats durables. Seule une petite partie de l'aide - environ 280 millions de dollars par an - est consacrée à l'alimentation scolaire. La majeure partie prend la forme d'une aide alimentaire fournie par les États-Unis, qui est moins efficace que l'achat de nourriture auprès des agriculteurs locaux.

Il existe une alternative. Les fonds mondiaux pour la santé - notamment Gavi, l'Alliance du vaccin et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme - mettent en commun les ressources des donateurs autour d'un objectif commun, soutiennent les plans de développement nationaux et collectent des recettes par le biais de reconstitutions triennales et de mécanismes de financement

novateurs. Ces principes devraient soutenir une nouvelle initiative mondiale pour les repas scolaires. La dynamique de changement est déjà en marche. L'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, dirigée par le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, a fait de l'alimentation scolaire une priorité, tandis que la Banque mondiale s'est engagée à en faire un élément central d'une stratégie plus large, visant à renforcer les filets de sécurité sociale dans le monde entier. Plus de 100 gouvernements ont rejoint la Coalition pour les repas scolaires, qui s'efforce de parvenir à une alimentation scolaire universelle d'ici à 2030, et certains pays, dont l'Indonésie, le Népal, l'Éthiopie, le Kenya et le Honduras, ont élaboré leurs propres plans ambitieux.

Sous la direction de Raj Shah, la Fondation Rockefeller a investi de manière significative dans l'Accélérateur d'impact des repas scolaires, qui fournit un soutien technique aux pays qui tentent de développer leurs programmes. L'objectif initial de l'accélérateur est d'atteindre 150 millions d'enfants d'ici à 2030, soit plus du double du nombre d'enfants recevant actuellement des repas scolaires dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Le défi consiste maintenant à rassembler ces initiatives pour étendre leur portée et faire en sorte qu'elles soient plus que la somme de leurs parties. Une bonne première étape consisterait à créer un centre d'échange d'informations, par l'intermédiaire duquel les gouvernements pourraient soumettre des propositions en matière d'alimentation scolaire et les donateurs pourraient mettre en commun et coordonner leur financement.

Alors que le compte à rebours final vers l'échéance de 2030 des ODD commence, nous devons développer des initiatives pratiques, réalisables et abordables, qui peuvent transcender la polarisation politique et produire des résultats qui rappellent au monde ce qui est possible. C'est précisément ce que peuvent faire les repas scolaires universels.

Jijel Une station de dessalement dans la zone de Timdiouane



La zone de Timdiouane, dans la commune de Sidi Abdela ziz a été choisie pour abriter le projet de construction d'une station de dessalement d'eau de mer, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

"Conformément à la décision des autorités centrales de faire construire des stations de dessalement d'eau de mer à travers plusieurs wilayas côtières, la wilaya de Jijel a opté pour la zone de Timdiouane, dans la commune de Sidi Abdela ziz, pour la réalisation de ce projet vital", a-t-on précisé de même source. Les services de la wilaya ont ajouté qu'une superficie de 9 hectares et 35 ares a été réservée à l'implantation de cette station qui aura une capacité de traitement quotidienne de 300.000 m3.

Parallèlement à la réalisation de la station, un système de transfert d'une longueur de 150 km sera construit pour atteindre les wilayas de Mila et de Constantine, selon la même source, qui a souligné qu'une réflexion était en cours pour identifier l'emplacement des principaux réservoirs (le plus important pouvant stocker 50.000 m3) afin de commencer les travaux et relier ces réservoirs à la station. Les services de la wilaya ont également fait savoir que le wali de Jijel, Ahmed Meguellati, a présidé, mercredi, une réunion élargie au siège de la wilaya, en présence des différents partenaires impliqués dans ce projet, notamment les directeurs de l'exécutif, les chefs de daïras, les présidents des Assemblées populaires communales (APC) et les bureaux

d'études pour l'étude préliminaire de ce projet.

Des instructions ont été données par le chef de l'exécutif local à l'effet de tenir compte du caractère montagneux de la wilaya et des risques de glissements de terrain lors de la réalisation de cette station. Le bureau d'étude a également été invité à éviter de faire effectuer des fouilles sur les routes nationales, les chemins communaux et de wilaya goudronnés, et de choisir des chemins forestiers.

L'étude devra également prévoir l'approvisionnement en eau des zones souffrant d'un déficit en la matière, en travaillant en coordination avec les présidents d'APC lors du choix de l'emplacement des réservoirs et des conduites, a-t-on souligné.

Mila Saisie de 6 quintaux de câbles de cuivre volés

Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Mila ont saisi 6 quintaux de câbles de cuivre volés et interpellé 5 suspects, selon un communiqué publié jeudi par le groupement territorial de ce corps constitué. "A la suite d'une patrouille sur la route nationale n 79A, dans son segment reliant les communes de Mila et de Sidi Marouane, les gendarmes ont remarqué un véhicule stationné sur le bas-côté de la route au niveau de la zone d'Ain Nchma", indique le document.

Réagissant à des voix d'hommes

non loin de cet endroit, les éléments de la brigade ont aperçu deux individus tentant de prendre la fuite mais qui ont fini par être arrêtés, ainsi qu'un troisième suspect resté à bord du véhicule en stationnement, précise encore le communiqué, ajoutant que le véhicule en question était chargé de 6 quintaux de câble de cuivre et d'une cisaille. Les investigations ont conduit à l'arrestation de deux autres individus soupçonnés d'être impliqués dans cette affaire, ajoute le communiqué, notant qu'après la finalisation des procédures légales d'usage, les per-

sonnes interpellées ont été déférées devant le procureur de la République près le tribunal de Mila pour "constitution d'une association de malfaiteurs dans le but de voler des câbles de cuivre". Le responsable de la communication de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz, Redha Fergani, a indiqué que la direction a subi des pertes matérielles "importantes" à la suite du vol de câbles de cuivre. Il a également fait savoir que pas moins de 8 km de câbles de ce type ont été volés depuis le début de l'année en cours.

Ouled Djellal, Oum El Bouaghi Importantes saisies de psychotropes

Les services de la Sûreté de wilaya d'Ouled Djellal ont saisi 28.800 capsules de psychotropes et arrêté deux suspects, a-t-on appris jeudi auprès de ce corps constitué. Les éléments du service de wilaya de l'ordre public ont intercepté un véhicule "suspect" à l'entrée Sud de la ville d'Ouled Djellal, dont la fouille minutieuse a donné lieu à la découverte de ladite quantité de psychotropes, a-t-on indiqué, précisant que la vérification administrative des documents du véhicule a révélé que la carte grise était falsifiée suite à quoi le conducteur a été arrêté et le véhicule saisi.

Les investigations approfondies

des éléments de la brigade de lutte contre les crimes de commerce illicite de drogues du service de la police judiciaire ont permis, en coordination avec le Parquet local, d'identifier six autres complices, dont un a été arrêté.

Un second véhicule utilisé pour les déplacements des suspects a été saisi ainsi qu'un montant de 48.000 DA issus de ce trafic, selon la même source, qui a ajouté que les mis en cause activaient dans le cadre d'un réseau de transport et de contrebande depuis une wilaya du sud du pays. Un dossier pénal a été constitué contre les deux suspects arrêtés, âgés de 38 et 48 ans, qui ont

été présentés devant les instances judiciaires pour "possession illégale de psychotropes en vue de la vente et de la contrebande en usant d'un moyen de transport dans le cadre d'une bande criminelle organisée" et "faux et usage de faux".

Dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, les éléments de la sûreté de daïra d'Ain Fakroun ont saisi 4.950 comprimés psychotropes et arrêté un suspect, selon un communiqué publié jeudi par la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Suite à des informations faisant état de la présence d'un individu détenant une importante quantité de psychotropes, les policiers ont élaboré un plan d'action qui a conduit à l'arrestation du suspect en question âgé de 33 ans. La perquisition du domicile du suspect a permis de saisir 4.950 comprimés psychotropes d'origine étrangère.

Bouira 51 milliards DA pour renforcer l'alimentation en eau

Une enveloppe financière de l'ordre de 51 milliards de dinars a été allouée au projet de raccordement de la wilaya de Bouira aux stations de dessalement de l'eau de mer (SDEM) de Tighremt (Béjaïa) et de Cap Djinet (Boumerdès), afin de renforcer l'alimentation en eau potable dans cette wilaya du centre du pays, a-t-on appris jeudi de la Direction de l'hydraulique.

Dans une déclaration à l'APS, le Directeur par intérim de l'hydraulique, Nacer Belaid, a affirmé qu'un montant financier de 51 milliards DA est consacré à ce projet structurant pour renforcer l'alimentation en eau potable dans la wilaya de Bouira, dont certaines communes connaissent des "pénuries" notamment en périodes d'été. Le projet porte sur le raccordement de Bouira à la station de dessalement de l'eau de mer de Tighremt à Béjaïa sur un réseau de 65 km, et pour un montant de 17 milliards DA. Un montant de 34 milliards DA est consacré pour raccorder Lakhdaria à la station de dessalement de l'eau de mer de Cap Djinet à Boumerdès sur un linéaire de 53 km, a précisé le directeur.

Le projet de raccordement de Bouira aux SDEM de Béjaïa et de Boumerdès, "est actuellement au niveau du comité sec-

toriel des marchés publics, et les études sont déjà achevées et il ne reste que des procédures administratives pour lancer prochainement les travaux", selon M. Belaid.

Mercredi, le wali de Bouira, Abdelkrim Laâmour, s'est réuni avec les responsables du secteur de l'Hydraulique, le directeur central au ministère de l'Hydraulique, Belaid M'zerket, et un représentant de la direction générale de l'Algérienne des eaux (ADE), et des bureaux d'études chargés du projet, pour examiner ce dernier et "lever toutes éventuelles entraves" qui pourraient le retarder. Au cours de la rencontre tenue à la maison de la culture Ali Zaâmour de la ville de Bouira, le représentant du ministère de l'hydraulique, M. M'Zerket, a appelé les différentes parties à conjuguer les efforts afin de réaliser cet important projet dans les meilleurs délais.

Le wali a fait savoir qu'une commission mixte impliquant plusieurs services de la wilaya, dont les domaines, les forêts, ainsi que la Conservation foncière, et les présidents des communes concernées, débutera son travail dimanche prochain afin d'œuvrer à la levée de toutes les contraintes pouvant entraver la réalisation de ce projet structurant.

Alger Feu vert pour un «accélérateur d'entreprise universitaire»

Le projet de création d'une filiale dénommée "Accélérateur d'entreprise universitaire", relevant de l'Université d'Alger 3, a été approuvé en vue de soutenir les projets innovants et d'inciter à l'entrepreneuriat et à l'innovation au sein de l'université, a indiqué jeudi un communiqué de cet établissement universitaire. "Le Conseil d'administration de l'Université d'Alger 3 a tenu, mercredi, une réunion extraordinaire, présidée par le recteur de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB), Djamel-Eddine Akretche, représentant le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, en présence du recteur de l'Université d'Alger 3, Khaled Rouaski, et des membres du Conseil d'administration, lors de laquelle un projet portant création d'une filiale relevant de l'universi-

té, sous le nom Accélérateur d'entreprise universitaire, a été approuvé", selon le communiqué. Cette décision intervient "en application de l'arrêt ministériel fixant les modalités de création d'une filiale dénommée Accélérateur d'entreprise universitaire+ au sein des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, définissant ses missions et son mode de gestion". Cet accélérateur vise à "soutenir les projets innovants et à inciter à l'entrepreneuriat et à l'innovation au sein de l'université, en assurant la formation technique et économique nécessaire, outre le soutien administratif pour obtenir les autorisations juridiques, ainsi que la création d'espaces de co-working et à l'élaboration de programmes variés pour soutenir les porteurs de projets innovants et les jeunes start-up".

Khenchela Un trafic de drogue démantelé

Les éléments de la brigade de recherches et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Babar ont démantelé une bande criminelle composée de 3 trafiquants de drogue et saisi 2,16 kg de kif traité, a-t-on appris jeudi auprès de ce corps constitué. Les gendarmes, qui ont agi sur la base d'informations signalant qu'un groupe de trafiquants circulait à bord d'un camion transportant de la drogue, ont dressé des barrières fixes et déployé des brigades mobiles à travers tous les points d'accès et les itinéraires potentiels, a-t-on indiqué. Le véhicule suspect, à bord duquel se trouvaient

3 individus, a été repéré en provenance d'une wilaya limitrophe, puis intercepté et soumis à une fouille qui a permis la découverte de 2,16 kg de kif traité et d'une somme d'argent provenant du produit du trafic. Les 3 individus interpellés ont été conduits, après saisie du kif traité, au siège de la gendarmerie pour complément d'enquête, a encore précisé la même source, ajoutant qu'après accomplissement des procédures légales d'usage, les suspects ont été déférés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes pour "détention, transport et trafic de stupéfiants".

Horaires des prières pour Alger et ses environs

16 chaâbane 1446

El Fedjr
06h10

Dohr
12h02

Assar
16h04

Maghreb
18h32

Icha
19h51



Projet suicidaire de Trump pour Ghaza

Une menace pour toute la région, y compris Israël

Par Salah Lakoues

La proposition de Donald Trump de transférer Ghaza en une « Riviera » tout en déplaçant ses habitants vers d'autres pays reflète une approche profondément coloniale et déshumanisante. Il traite ce territoire, marqué par une histoire tragique et une identité nationale forte, comme un simple projet immobilier, ignorant complètement la notion de patrie, de nation et de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'ABSENCE DE CONSIDÉRATION POUR LA NATION PALESTINIENNE

Trump ne reconnaît pas Ghaza comme faisant partie d'une nation palestinienne légitime. Sa proposition suggère qu'un territoire peut être vidé de ses habitants et réaménagé comme s'il était une simple propriété foncière. C'est une vision qui rappelle les logiques coloniales du XIXe siècle, où les grandes puissances redessinaient des cartes sans tenir compte des populations locales.

UN MÉPRIS POUR LA NOTION DE PATRIE ET D'IDENTITÉ

La patrie est plus qu'un lieu géographique ; elle représente un lien historique, culturel et émotionnel entre un peuple et son territoire. En suggérant que les Ghazaouis peuvent être déplacés vers d'autres pays, Trump nie leur attachement à leur terre et leur droit fondamental à y vivre. Il considère implicitement que les Palestiniens sont interchangeables et que leur souffrance peut être effacée par un projet touristique.

UN PROJET NÉOCOLONIAL SOUS COUVERT DE PHILANTHROPIE

Trump tente de présenter cette idée comme une œuvre philanthropique, mais en réalité, elle rappelle les projets de « transfert de population » qui

ont marqué les pires pages de l'histoire. Si son but était réellement d'aider les Ghazaouis, pourquoi ne leur proposerait-il pas de s'installer aux États-Unis ? La réponse est évidente : son projet ne repose pas sur l'humanisme, mais sur une volonté de satisfaire les intérêts israéliens et de faire disparaître la question palestinienne en effaçant Ghaza.

UNE VISION MARCHANDE DU MONDE

Trump voit Ghaza non pas comme une terre habitée par un peuple avec une histoire et une identité, mais comme un terrain de développement. Cette approche est typique de sa manière de penser, où tout devient une affaire de transaction, de deal et d'investissement. Pour lui, même une crise humanitaire se gère comme un projet immobilier. Un refus de reconnaître le drame des Ghazaouis. Les Ghazaouis vivent une tragédie humanitaire : bombardements incessants, blocus, destructions massives. Plutôt que d'aborder la situation sous l'angle des droits de l'homme et du droit international, Trump en parle comme s'il s'agissait d'un problème d'urbanisme. Cette indifférence totale aux souffrances humaines est frappante.

UNE NÉGATION DU DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES

La proposition de Trump est une négation absolue du droit des peuples à l'autodétermination. Elle montre une vision du monde où seules les puissances économiques et militaires décident du sort des autres. En présentant Ghaza comme une future « Riviera » débarrassée de ses habitants, il reprend une vieille rhétorique coloniale qui nie aux peuples dominés toute légitimité politique et historique sur leur propre terre. En fin de compte, cette idée n'est pas seulement irréaliste et im-

morale, elle révèle aussi l'aveuglement de Trump face aux réalités historiques et politiques du conflit israélo-palestinien.

Si un projet aussi extrême était mis en œuvre, il ne ferait qu'exacerber l'instabilité et l'insécurité dans toute la région, y compris en Israël. Voici pourquoi :

UN DÉCLENCHEUR D'UN CONFLIT RÉGIONAL ÉLARGI

Le déplacement forcé des Ghazaouis vers d'autres pays ne serait pas accepté par les États voisins, notamment l'Égypte et la Jordanie. Ces pays ont déjà exprimé leur refus catégorique d'accueillir des réfugiés palestiniens supplémentaires, car cela menacerait leur propre stabilité politique et démographique. Une tentative de déportation massive provoquerait des tensions diplomatiques et pourrait même entraîner des réactions militaires ou des sanctions internationales.

UNE MONTÉE EN PUISSANCE DES GROUPES ARMÉS

Un projet d'expulsion totale des Ghazaouis alimenterait un sentiment de révolte et de vengeance, renforçant les groupes armés non seulement en Palestine, mais aussi dans toute la région. Des factions radicales, déjà en conflit avec Israël, trouveraient un argument puissant pour recruter de nouveaux combattants, et le risque d'attaques asymétriques en Israël et ailleurs augmenterait considérablement.

UN RISQUE D'EMBRASEMENT POUR ISRAËL LUI-MÊME

Israël, malgré sa puissance militaire, ne pourrait pas ignorer les conséquences de cette politique. L'instabilité croissante à ses frontières, notamment avec le Liban (Hezbollah), la Syrie et la Cisjor-

danie, créerait un climat de guerre permanent. Même à l'intérieur d'Israël, les tensions entre juifs et arabes israéliens s'intensifieraient, rendant la situation intérieure encore plus explosive.

UNE FRACTURE AVEC SES ALLIÉS OCCIDENTAUX

Si un tel plan était mis en œuvre, il mettrait Israël en contradiction avec ses alliés occidentaux, notamment les États-Unis et l'Union européenne, qui peinent déjà à justifier leur soutien face aux critiques internationales sur la gestion du conflit. Une telle entreprise serait perçue comme une purification ethnique et susciterait des condamnations internationales, y compris dans certains cercles pro-israéliens modérés.

UN EFFET BOOMERANG SUR LA SÉCURITÉ DU MOYEN-ORIENT

Les États du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui tentent de normaliser leurs relations avec Israël, ne pourraient pas cautionner une telle opération sans risquer des révoltes internes. Cela mettrait en péril les accords d'Abraham et anéantirait toute perspective de paix durable dans la région.

UN PROJET SUICIDAIRE POUR LA RÉGION

L'idée de Trump n'est pas seulement immorale et illégale, elle est aussi totalement irréaliste et dangereuse pour la sécurité de tous les acteurs de la région. Israël, loin d'en sortir gagnant, se retrouverait encore plus isolé et menacé, tandis que le Moyen-Orient plongerait dans un cycle de violences sans précédent. Cette proposition montre une méconnaissance totale des dynamiques régionales et des réalités géopolitiques. Elle ne ferait qu'accélérer la déstabilisation d'une région déjà en proie à des tensions extrêmes.

L'IA

Arme géopolitique ultime du XXI^e siècle

Le 6 août 1945, un éclair au-dessus d'Hiroshima bouleversa l'ordre mondial, révélant la puissance inédite de la bombe atomique. Staline, lucide face à cette rupture historique, mobilisa immédiatement les ressources de l'URSS pour rattraper son retard nucléaire. En 1949, l'Union soviétique brisait le monopole américain sur l'atome, marquant l'entrée dans une ère de rivalité bipolaire.

Par Abderrezak Bouchama

Une décennie plus tard, en 1961, Youri Gagarine devenait le premier homme dans l'espace, provoquant un choc stratégique à Washington. La réponse américaine, incarnée par le discours visionnaire de John F. Kennedy en 1962, aboutit à l'aboutissement de Neil Armstrong en 1969, scellant la suprématie spatiale des États-Unis.

Aujourd'hui, nous sommes témoins d'une révolution d'une ampleur potentiellement plus grande : l'avènement de l'intelligence artificielle (IA). En termes simples, l'IA désigne la capacité des machines, notamment des ordinateurs ou des robots, à imiter certaines fonctions de l'esprit humain, comme la compréhension du langage, la reconnaissance des images ou encore la prise de décision. À terme, une IA non réglementée pourrait, en améliorant ses propres capacités, dépasser l'intelligence humaine dans tous les domaines. Ce scénario soulève des questions éthiques et des craintes sur le contrôle que l'homme pourrait encore exercer sur une telle technologie.

Les États-Unis, longtemps persuadés de dominer ce domaine grâce à des modèles comme ChatGPT, Gemini ou Claude, ont tenté de freiner la Chine en limitant son accès aux puces GPU avancées, essentielles pour traiter des volumes massifs de données, comme les mille milliards de mots ayant servi à entraîner ChatGPT. Pourtant, la Chine a répondu en développant DeepSeek, un modèle d'IA open source, démontrant qu'aucune nation ne peut verrouiller l'innovation durablement. Cette situation rappelle que, comme après Hiroshima ou le vol de Gagarine, le progrès technologique finit par se diffuser, redessinant constamment les équilibres mondiaux. En réaction, les États-Unis ont annoncé un investissement massif de 500 mil-

liards de dollars dans le développement de l'IA, lançant ainsi une nouvelle guerre froide technologique.

L'IA COMME ARME GÉOPOLITIQUE

Comparer l'IA à l'arme nucléaire n'est pas exagéré tant elle bouleverse la hiérarchie de la puissance mondiale. Les drones militaires autonomes, par exemple, réduisent les temps de réaction à quelques millisecondes, rendant la prise de décision humaine secondaire (1). Une autre illustration de l'impact de l'IA est AlphaFold, développé par DeepMind en 2020, qui a révolutionné la biologie en prédisant avec une précision inégalée la structure tridimensionnelle des protéines, ouvrant ainsi la voie à des traitements innovants contre des maladies complexes (2). Dans le même temps, des algorithmes sophistiqués permettent de déstabiliser des monnaies nationales ou de manipuler des infrastructures critiques. Les géants technologiques américains (GAFAM : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et chinois (BATX : Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi) continuent de collecter massivement les données, qualifiées de « pétrole du XXII^e siècle ». Sans une souveraineté numérique, les nations risquent de devenir de simples réservoirs d'information exploités par des acteurs étrangers (3).

La France et les Émirats arabes unis viennent d'annoncer un partenariat ambitieux pour construire un centre de données d'IA d'une capacité de 1 gigawatt, avec des investissements estimés entre 30 et 50 milliards de dollars (4). Cette capacité gigantesque, équivalente à l'énergie nécessaire pour alimenter une ville moyenne, souligne l'intensité énergétique des technologies d'IA. Ce projet inclut l'acquisition de

puces de pointe, la création de data centers massifs et des infrastructures souveraines de cloud et d'IA.

Pour l'Algérie, cette initiative franco-émiratienne représente un signal d'alarme. Si nous ne réagissons pas rapidement, notre souveraineté numérique et notre sécurité nationale pourraient être compromises.

FAIRE FACE AU DÉFI DE NOTRE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

Notre pays a pris conscience du rôle clé de l'IA et du numérique en adoptant deux stratégies ambitieuses : l'une visant à faire du pays un acteur majeur de l'IA d'ici 2031, et l'autre axée sur la transformation numérique à l'horizon 2025-2030 (5). Dans ce cadre, la création de centres de données nationaux et d'un cloud algérien piloté par Algérie Télécom et ICOSNET est déjà en cours. L'idée est de garantir la souveraineté des données sensibles, de simplifier les démarches administratives via une plateforme d'interopérabilité et de renforcer la sécurité informatique pour protéger nos infrastructures critiques.

Des initiatives concrètes ont vu le jour, à l'exemple d'un Institut National d'Intelligence Artificielle dont l'objectif est de former des milliers de spécialistes d'ici 2030 et d'installer des laboratoires de recherche de pointe à Alger, Oran, Constantine ou Tlemcen. Des solutions locales sont aussi encouragées, qu'il s'agisse de robots agricoles adaptés aux défis sahariens ou d'algorithmes gérant l'eau et l'énergie dans les régions arides. Mais ces projets se heurtent à divers obstacles : la fuite des cerveaux, le manque d'infrastructures dans certaines zones reculées et la nécessité de mobiliser des budgets conséquents. Si la coordination entre les

ministères et les acteurs socio-économiques fait défaut, si les financements ne suivent pas, la modernisation risque de rester à l'état de promesse.

VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Pendant que la Chine et les États-Unis bataillent pour imposer leurs standards technologiques, d'autres pays comme l'Inde, le Brésil, la Turquie ou l'Afrique du Sud misent sur l'open source et sur leurs propres approches pour ne pas dépendre uniquement des GAFAM américains et BATX chinois. L'Algérie pourrait tirer parti de ces modèles pour bâtir des alliances équilibrées et affermir sa résilience numérique. L'enjeu est d'éviter qu'une seule puissance, étrangère de surcroît, ne maîtrise totalement nos infrastructures, nos réseaux et nos données. Le temps presse : l'IA et ses algorithmes évoluent à une vitesse inouïe. Devenir un simple client de technologies créées et hébergées ailleurs reviendrait à abandonner un pan essentiel de notre souveraineté. Comment pourrions-nous prétendre décider de nos politiques publiques, de notre sécurité ou de notre culture si, en dernière instance, les outils digitaux qui régissent notre quotidien appartiennent à d'autres ?

CHOISIR PLUTÔT QUE SUBIR

- <https://cset.georgetown.edu/>
- <https://www.publicaffairsbooks.com/titles/shoshana-zuboff/the-age-of-surveillance-capitalism/9781610395694/>
- <https://deepmind.google/discover/blog/alphafold-using-ai-for-scientific-discovery/>
- <https://www.reuters.com/technology/artificial-intelligence/france-uae-agree-develop-1-gigawatt-ai-data-centre-2025-02-06/>
- <https://www.elmoudjahid.dz/fr/actualite/objectif-d-un-ecosysteme-robotique-en-2025-algerie-numerique-en-action-228825>

Tensions entre l'Algérie et la France

Comment la diaspora algérienne réagit-elle ?

Enquête de Nabil Mati *

L'arrestation de Boualem Sansal par les autorités algériennes, naturalisé récemment par la France, a cristallisé ces tensions. En réaction, la France, sous l'impulsion de son ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, encore plus provocateur que son prédécesseur Gérard Darmanin, a exacerbé la situation par de nombreuses déclarations polémiques et en ordonnant l'arrestation de plusieurs TikTokers algériens, accusés, selon ses dires, d'avoir menacé la France. Pour certains observateurs, ces actions s'apparentent à des représailles ciblées contre les autorités algériennes.

Dans ce climat, pour le moins électrique, les autorités algériennes semblent privilégier une approche plus mesurée et diplomatique, évitant l'escalade verbale alimentée par la droite dure et l'extrême droite française, tout en réaffirmant fermement leurs positions.

Dans ce contexte, une voix semble étonnamment absente du débat public : celle de la diaspora algérienne en France, ancienne et ancrée, forte de plusieurs millions de personnes (résidents et détenteurs de la double nationalité). Cette communauté, vivant à la croisée des deux cultures et des deux nations, est pourtant directement impactée par ces tensions diplomatiques. Alors que ses membres aspirent avant tout au respect et à une reconnaissance de leur double appartenance, ils se trouvent pris dans un climat de suspicion et de stigmatisation.

Une question essentielle se pose alors : ces tensions répétitives, voire stratégiques, qui s'intensifient avec le temps, visent-elles spécifiquement la diaspora algérienne en raison, peut-être, de sa présence croissante dans des secteurs clés tels que la recherche, l'économie et d'autres domaines en France, ou sont-elles motivées par d'autres raisons ? Cette influence grandissante dérange-t-elle certains lobbies au point de susciter des tensions, de possibles tentatives de déstabilisation, et de provoquer un sentiment de dégoût au sein de cette diaspora, poussant ainsi ses membres à envisager de quitter la France ?

Dans ce contexte tendu, nous avons choisi de diffuser, via nos canaux de communication associatifs, et les réseaux sociaux, un questionnaire destiné exclusivement à la diaspora algérienne résidant en France. L'objectif était de recueillir leurs impressions, préoccupations et points de vue sur cette crise diplomatique. Bien que cette initiative ne revendique pas une rigueur scientifique exhaustive – elle ne saurait refléter la totalité des catégories sociales, des générations ou des régions au sein de la diaspora –, elle offre néanmoins un aperçu significatif des sentiments qui traversent cette communauté.

UN SENTIMENT DE MALAISE EN FRANCE

Dans le cadre de notre enquête, nous avons diffusé un questionnaire composé de sept questions, en invitant la diaspora à s'exprimer sur la question suivante : « Comment

Depuis des décennies, les relations entre l'Algérie et la France sont ponctuées de cycles de tensions récurrentes, fluctuants entre méfiance diplomatique et contentieux historiques persistants. Cependant, ces derniers mois, ces rapports déjà fragiles ont atteint un niveau de détérioration sans précédent.

percevez-vous les tensions diplomatiques actuelles entre l'Algérie et la France ? » Les réponses recueillies sont variées, mais révèlent néanmoins des tendances significatives. Tout d'abord, en ce qui concerne la perception des tensions, plus de 61,6 % des répondants estiment que la situation est très préoccupante et constitue une source de stress dans leur quotidien.

Ce chiffre souligne l'attention particulière que la diaspora accorde à l'évolution de ces événements. Ainsi, leur silence apparent ne saurait être interprété comme de l'indifférence ; bien au contraire, il reflète un silence attentif et observateur, marqué par une vigilance accrue face à la détérioration des relations diplomatiques entre les deux pays. Cette situation est perçue par beaucoup d'Algériens comme une menace potentielle pour leur avenir en France, ainsi que pour celui de leurs enfants, alimentant un sentiment d'incertitude et d'inquiétude au sein de la communauté. Cette inquiétude se confirme à travers les réponses à la question suivante : « Selon vous, ces tensions ont-elles un impact sur les Algériens résidant en France ? » Près de 48% des répondants estiment que ces tensions ont un impact direct sur eux, tandis que 40,3 % ressentent un impact modéré. En revanche, seuls 11 % des participants considèrent que cette situation n'a aucun effet sur leur quotidien. Ces résultats illustrent clairement le climat de malaise et de préoccupation qui règne au sein de la diaspora algérienne face à l'évolution des relations entre les deux pays. En ce qui concerne leur positionnement face à cette crise, les résultats sont tout aussi révélateurs : 63 % des personnes interrogées se déclarent proches de la position algérienne, tandis que seulement 2,9 % soutiennent la position de la France. Une proportion non négligeable, soit 32,9 %, adopte une attitude neutre, refusant de prendre parti dans ce conflit. Ce choix de neutralité semble refléter, pour certains, la volonté d'attendre l'évolution de la situation avant de se prononcer. Pour d'autres, il pourrait s'expliquer par la complexité de leur double appartenance culturelle : leur histoire personnelle, mêlant des racines algériennes et françaises, rend difficile une prise de position tranchée, car ils se sentent liés aux deux pays. Le sentiment perçu dépasse le simple malaise. Il se reflète dans les réponses recueillies, révélant une peur profonde que ces conflits diplomatiques puissent compromettre les perspectives d'intégration, d'éducation et de bien-être des futures générations de la diaspora en France. Cette inquiétude met en lumière une crainte que ces tensions n'affectent durablement l'avenir des enfants, en fragilisant leur place au sein de la société française. Ces propos font écho à ceux

d'un étudiant d'origine algérienne, inscrit dans une prestigieuse école d'administration française, que nous avons rencontré. Il a exprimé son profond dégoût face à l'escalade des tensions, déclarant : « Avec les tensions actuelles, nous serons bientôt considérés, dans les plus hautes sphères de l'administration française, comme des personnes indésirables, à l'image des Russes après le début de la guerre en Ukraine. » La diaspora algérienne en France perçoit l'attitude de l'État français envers l'Algérie comme humiliante. Elle estime que 80 % des polémiques politico-médiatiques actuelles résultent de provocations délibérées, dont 71 % seraient imputables à l'influence de l'extrême droite française et des lobbies médiatico-politiques.

De plus, plus de 82 % des membres de cette diaspora considèrent que leur engagement pourrait jouer un rôle clé dans la résolution et l'apaisement de cette crise, tout en prévenant de futures tensions dans les années à venir. Certains plaident pour une mobilisation, un renforcement du poids politique et économique de la diaspora afin de se faire entendre, convaincus que la situation actuelle est intenable et qu'un sursaut collectif de la communauté est nécessaire.

Cette mobilisation est perçue comme d'autant plus urgente face à la progression de l'extrême droite, qui pourrait accéder à l'Élysée, en 2027, et n'hésite pas à tisser des alliances avec des acteurs hostiles à l'État algérien. Certains estiment que la diaspora algérienne doit impérativement s'exprimer d'une seule voix et porter un projet commun axé sur la défense des intérêts de l'Algérie, afin de renforcer sa cohésion et son influence dans le débat public en France. Par ailleurs, 33,3 % des répondants considèrent que l'avenir des relations franco-algériennes s'annonce compliqué, révélant un pessimisme croissant au sein de la diaspora face à l'aggravation des tensions diplomatiques.

Sur la question : « Les récentes tensions médiatico-politiques entre la France et l'Algérie vous incitent-elles à envisager de quitter la France ou à rester ? », les résultats sont particulièrement révélateurs. 28,4 % des répondants affirment vouloir rester en France, tandis qu'en additionnant ceux qui envisagent sérieusement de partir et ceux qui sont en pleine réflexion, cela représente un total d'environ 74 % des personnes interrogées. Ce chiffre élevé constitue un indicateur significatif et met en lumière une perte de confiance croissante quant à leur avenir en France. Les réponses que nous avons recueillies témoignent de la vitalité de la diaspora algérienne. Son silence ne doit pas être interprété comme une absence, bien au contraire : il reflète une attitude de réflexion et de méfiance face à l'évo-

lution de la situation. L'arrivée de Donald Trump et ses déclarations controversées sur la Colombie semblent même avoir inspiré Marine Le Pen, qui a déclaré : « Je ferais exactement ce qu'a fait Donald Trump avec la Colombie », Ce climat tendu ravive la mémoire collective d'une diaspora marquée par des violences passées. Certains évoquent notamment le sombre souvenir du 17 octobre 1961, lorsque des Algériens furent brutalement réprimés et jetés dans la Seine par la police française. Cette situation soulève une question troublante : l'histoire pourrait-elle se répéter sous une autre forme, visant à humilier des Algériens uniquement en raison de leurs origines ? Notre questionnaire met en évidence, sans aucune ambiguïté, l'efficacité de la stratégie médiatico-politique orchestrée par la droite dure et l'extrême droite françaises, avec l'aval d'Emmanuel Macron, depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy en 2007. Cette dynamique s'est intensifiée grâce au soutien de divers lobbies influents. Cette stratégie a poussé de nombreux Algériens – qu'ils soient résidents ou nés en France – à envisager de quitter massivement le pays, malgré les efforts d'intégration déployés et les liens profonds qui les unissent à la France.

Une question centrale se pose : Quitter la France est-il réellement une alternative viable face aux attaques orchestrées contre la diaspora ? Cette interrogation soulève des dilemmes profonds. Partir pourrait être perçu comme un abandon, laissant le champ libre aux forces racistes et xénophobes, et donnant l'impression que le camp de l'intolérance a remporté la victoire. Cela priverait également l'Algérie d'un atout stratégique majeur dans les relations internationales : sa diaspora.

En revanche, rester implique la nécessité de s'organiser, de persévérer et de renforcer son influence dans l'espace public français, que ce soit sur les plans politique, économique ou culturel. La diaspora a un rôle essentiel à jouer pour défendre ses droits, affirmer son identité et contribuer activement à la société française tout en préservant ses liens avec son pays d'origine.

En conclusion, les tensions actuelles entre l'Algérie et la France, bien qu'inquiétantes, peuvent devenir un catalyseur de solidarité et de mobilisation au sein de la diaspora algérienne. Comme l'a souligné Yamina Benguigui, « lorsque les Algériens sont touchés, ils ne font qu'un ». Cette unité, aujourd'hui plus que jamais nécessaire, doit être consolidée et structurée pour se traduire en actions concrètes. Il est impératif que la diaspora défende ses intérêts, affirme sa place dans la société française et se prépare à relever les défis politiques à venir, notamment à l'approche des élections présidentielles de 2027, que beaucoup considèrent comme décisives, en particulier dans l'éventualité où Marine Le Pen accèdait au pouvoir.

*Université Paris 8

L'École des Hautes Études des Sciences sociales de Paris

Communiqué de presse

Les Editions l'ANEP ont le plaisir de vous inviter

à une rencontre-débat autour du thème « Révolution, écriture et mémoire, ou comment glorifier nos martyrs »,

animée par messieurs les auteurs : **Mohamed SARI, M'hamed HOUAOURA et AREZKI AIT MIMOUN**, le samedi 15 février 2025

à partir de 14h à la librairie Chaïb Dzair, sise 01, Avenue Pasteur, Alger-Centre.

Le Public est convié

EMPLOIS

■ Particulier à Oran cherche une femme de ménage 6j/7 Tél 0556.31.08.90

TERRAINS

■ Vends terrains : 117 m² Bousfer-village + 14.000 m² près mer convient promo immobilière, (Tourisme) + 4 ha à sidi Djelloul – Béni-Saf – actés avec L.F – Agimobahria Aïn el Turck – Tél : 0774.01.89.57

PENSÉE
Hadj Si Abdelkader ADDAD
(14/02/1978)
Cher grand-père malgré cette absence de 47 ans, on dirait que c'était hier, tellement tu nous manques et tellement tu as laissé l'empreinte de ton passage sur cette terre. Nous ne pouvons oublier cette éducation dont tu nous as imprégnés. Tu resteras toujours vivant dans nos esprits. Allah yerhamek Bassidi
Ton petit-fils Rachid



PENSÉE
Il y a déjà 1 an et ce douloureux jour 15 février 2024
BILAMI Fatiha
épouse
TABET ZATLA Mustapha
Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Puisse Dieu Le Tout-Puissant l'accueillir en Son Vaste Paradis.
Repose en paix Tiha



CHAN-2024 (Qualifications/ barrages)
L'Algérie affrontera le vainqueur
de Gambie-Gabon

L'équipe nationale A', composée de joueurs locaux, affrontera le vainqueur de la double confrontation entre la Gambie et le Gabon, au 2e et dernier tour des barrages qualificatifs au 8e CHAN-2024, prévu du 2 au 30 août prochain au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. La première manche se jouera entre le 2 et 4 mai 2025 en déplacement, alors que le match retour aura lieu une semaine plus tard, soit entre le 9 et 11 mai 2025, précise la même source. En cas de qualification, l'Algérie sera versée dans le groupe C en phase finale, en

compagnie de l'Ouganda, du Niger, de la Guinée, et l'autre qualifié à l'issue des matchs barrages. «Le format des éliminatoires permet à l'Algérie d'être exemptée du premier tour, le pays ayant obtenu une meilleure performance lors des trois précédentes éditions du CHAN», précise la CAF. Outre l'Algérie, six autres pays se disputent l'un des deux derniers tickets pour la phase finale. Le tirage au sort a donné lieu à trois rencontres du premier tour des barrages : Comores - Malawi, Afrique du Sud - Egypte, et Gambie - Gabon. La FAF qui a renoncé une

première fois à la participation de l'Algérie à cette compétition, a décidé de revenir sur sa décision, d'autant que la date du déroulement du tournoi a été reporté. Au total, 19 pays prendront part à la prochaine édition du CHAN. La CAF a décidé de reporter le CHAN-2024, en raison du retard accusé dans les préparatifs pour accueillir avec succès le tournoi. La dernière édition du CHAN, disputée en Algérie en 2023, avait été remportée par le Sénégal devant l'Algérie, en finale disputée le 4 février au stade Nelson Mandela à Baraki (Alger), rappelle-t-on.

Ligue 1 (16^e J)
Le MCA confirme, le MCO et l'ESM
dans de sales draps

M. Zeggai

L'attaquant russe de la JSK Ignatev est devenu le premier joueur russe à avoir marqué en championnat d'Algérie. Le MCA a remporté le "clasico" et repris son fauteuil de leader. L'ESM a entamé la phase retour par une contre-performance qui pourrait lui compliquer la tâche pour son maintien. Le MCO continue de broyer du noir et se voit menacé par la relégation qui se profile à l'horizon. Le MCEB a exploité la venue de l'ESS pour signer sa quatrième victoire consécutive, toutes compétitions confondues. L'entraîneur tunisien de l'ESS, Nabil Kouki, et le nouvel entraîneur de la JSK, l'allemand Josef Zinnbauer, ont essuyé leur première défaite en championnat. Tels sont les faits saillants de cette première journée de la phase retour qui a été nettement favorable au MCA. En effet, les "Vert et Rouge" ont confirmé en disposant de la JS Kabylie avec une défense loin d'être rassurante. Bouras a donné l'avantage à son équipe dans un moment crucial de la partie (45' + 3'). A la reprise, le flair tactique du coach tunisien Khaled Benyahia a été payant puisque le rentrant Naïdji est parvenu à faire le break. La réaction de la JSK a été rapide avec l'attaquant russe Ignatev, entré quelques minutes plus tôt, qui a réussi à réduire le score d'une tête



imparable. Mais l'autre rentrant Meziani a mis fin au suspense pour creuser l'écart en ajoutant le troisième but. Les Kabyles ont réduit l'écart mais un peu tardivement. A noter que Naïdji a raté un penalty, repoussé par le gardien Hadid. A la faveur de ce succès, le MC Alger s'installe de nouveau à la première place avec deux points d'avance sur son dauphin, le CR Belouizdad, qui a étrillé son hôte du jour, l'USM Khenchela, sur un score sans appel de 3 à 0. Belle victoire du Chabab qui donne l'impression d'avoir retrouvé ses marques. En bas du classement, l'ES Mostaganem a été accrochée à domicile par le CS Constantine après avoir concédé un nul qui n'arrange nullement ses affaires. Dans un match disputé à huis clos, l'Espérance n'a pas été totalement convaincante face à un team constantinois, bien organisé défensivement. Avec ce ratage, l'ESM reste scotchée à la 15^e et dernière place de pre-

mier relégable au moment où le CSC a grimpé à la cinquième. A Bechar, la JS Saoura a enfoncé le MCO, en manque d'inspiration. Les dernières minutes ont été fatales au Mouloudia d'Oran qui a concédé deux buts par Bentaleb (79') et Saâdi sur penalty (90' + 8'). Les Oranais ont terminé le match à neuf, après l'expulsion du Ghanéen Baakoh (58') et H'mida (90' + 8'). Avec cette troisième défaite de rang, toutes compétitions confondues, l'étau commence à se resserrer autour du MCO qui a du mal à répondre à l'attente de son public. Pour leur part, l'ASO Chlef et le MC El-Bayadh ont exploité l'avantage du terrain pour battre respectivement le Paradou AC et l'ES Sétif. Les deux joueurs étrangers, le libérien Edward Ledlum et le togolais Yawo Agbagnu ont été les artisans de la victoire de la formation chélifienne. Le MCEB, quant à lui, doit une fière chandelle à Benamrane, auteur du but dans le temps additionnel.

La 17^e journée fixée aux 18, 19 et 20 février

La LFP a dévoilé le programme des matchs de la 17^e journée du championnat de Ligue 1, prévue les mardi 18, mercredi 19, et jeudi 20 février.

Voici le programme de la 17^e journée

Mardi 18 février 2025

USM Khenchela	.....	JS Saoura	.....	15h30	Huis clos
CS Constantine	.....	ASS Chlef	.....	17h00	Huis clos
USM Alger	.....	NC Magra	.....	19h00	

Mercredi 19 février 2025

O.kbou	.....	JS Kabylie	.....	15h30	
MC Oran	.....	ES Mostaganem	.....	17h00	Huis clos
US Biskra	.....	MC El-Bayadh	.....	17h00	Huis clos

Jeudi 20 février 2025

ES Sétif	.....	CR Belouizdad	.....	16h45	Huis clos
Paradou AC	.....	MC Alger	.....	19h00	

Belkacemi (USMA)
opte pour Al-Ahly Tripoli

La direction de l'USM Alger a annoncé le départ de son attaquant Belkacemi, pour tenter «une nouvelle expérience» avec la formation libyenne d'Al-Ahly Tripoli, moyennant une somme de 450.000 dollars US.

Dans un communiqué publié sur la page Facebook officielle de l'USMA, la direction du club a indiqué que Belkacemi a dé-

cidé de quitter l'équipe «après avoir reçu une offre officielle d'Al-Ahly Tripoli, notre attaquant Belkacemi, a donné son accord pour une nouvelle expérience à l'étranger, où il rejoindra les rangs de l'équipe libyenne». Belkacemi, qui avait rejoint l'USMA en septembre 2020 en provenance du CSC, est le buteur de la formation usmiste cette

saison avec 10 buts inscrits, toutes compétitions confondues.

Il est meilleur baroudeur en phase de poules de la Coupe de la CAF avec cinq réalisations. Une grosse perte pour l'USM Alger qui est qualifiée pour les quarts de finale de la CAF et aux 8es de finale de la coupe d'Algérie et 3e au classement en Ligue 1.

Bentaleb autorisé à reprendre
la compétition avec Lille

Neuf mois après son accident, Nabil Bentaleb a été autorisé à reprendre la compétition. Un immense soulagement pour le LOSC, mais aussi pour l'équipe nationale où son retour pourrait bien rebattre les cartes en sélection. Victime d'un arrêt cardio-respiratoire en juin 2024, Bentaleb a dû se battre pour retrouver l'espoir de rejouer au football. Entouré des meilleurs spécialistes, l'international algérien a suivi un protocole strict ce qui

lui a permis de passer avec succès les cinq étapes médicales nécessaires pour obtenir l'aval de la commission de la Fédération française. Le LOSC s'est réjoui de cette nouvelle à travers un communiqué officiel: "Au regard des derniers examens et résultats médicaux, la commission s'est prononcée positivement et a rendu un avis favorable en vue de la reprise de la pratique du football en compétition de Nabil". Bentaleb a retrouvé avant-hier l'entraîne-

ment collectif avec Lille, une étape cruciale avant son retour en match officiel. Si Bentaleb retrouve rapidement du temps de jeu avec Lille, son retour en sélection pourrait se faire plus tôt que prévu chez les Verts. A cet effet, la FAF ainsi que l'ensemble du staff technique de l'équipe nationale se réjouissent et expriment leur soulagement après que l'international algérien Nabil Bentaleb ait reçu le feu vert pour retrouver les terrains.

Deschamps se prononce
sur Cherki et Akliouche

Ryan Cherki et Maghnes Akliouche ont été douchés par le sélectionneur des Bleus Didier Deschamps en ce qui concerne l'éventualité d'être rappelés en équipe de France. Les deux joueurs ont peut-être vu marquer un point final à la possibilité d'évoluer chez les Bleus. Dans une interview accordée au quotidien sportif français L'Équipe, Didier Deschamps n'y est

pas allé par quatre chemins pour confirmer tout haut ce que la tendance inspirait tout bas. À savoir qu'il n'est pas prêt à parier à court terme sur ces deux joueurs. La faute à une concurrence beaucoup trop féroce à ses yeux. «Oui on les (Akliouche et Cherki) suit et on les voit mais regardez ils sont en concurrence avec qui ? Ils sont performants mais il y a déjà

des joueurs à ce poste-là comme Olise, Dembele et Mbappé...» Une déclaration claire et précise susceptible d'assommer les deux concernés. Cela pourrait convier Cherki et Akliouche à faire définitivement une croix sur l'équipe de France pour rejoindre leur pays d'origine. À moins qu'ils jouent la montre jusqu'au départ de Didier Deschamps après le Mondial.

Newcastle et Manchester City
sur les traces de Maza



Convoité, Ibrahim Maza le jeune meneur de jeu algérien du Hertha Berlin aurait dans son contrat une clause libératoire dont beaucoup de clubs veulent profiter. Agé de 19 ans seulement, Maza a vu sa côte exploser en 2024 avec notamment ses débuts internationaux avec l'Algérie mais aussi en

s'imposant comme un titulaire au Hertha Berlin. Selon le tabloïd allemand BILD, une clause stipulerait que le joueur pourrait partir à l'été 2025 en cas d'offre égale ou supérieure à 9,5 millions d'euros. Sa valeur marchande a depuis dépassé le prix de cette clause, se situant actuellement entre 15 et 20

millions d'euros minimum. Plusieurs clubs ont donc flairé la bonne affaire et veulent activer la clause libératoire du joueur. Ainsi on parle déjà d'une offre Brighton mais aussi de l'intérêt de plusieurs clubs comme le FC Porto mais encore Newcastle, Wolverhampton ou encore Manchester City.

2

21.10 Flair de famille



Série policière - France - 2023
Saison 1 - Episode 2

- Envies de meurtre
Avec Samuel Labarthe, Sylvie Testud, Oscar Copp, Didier Flamand
Quand le corps de Jackie Lefranc, propriétaire de nombreux night clubs dans les Hauts-de-France, est retrouvée morte dans le parc de sa somptueuse propriété, les soupçons se portent rapidement sur sa fille unique, Ariane, étrangement de retour dans la région après vingt ans d'absence.

11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.20 13h15, le samedi...
14.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
16.55 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.35 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal 20h00
20.30 20h30, le samedi

3

21.05 Les folies fermières



Comédie dramatique - France - 2022
Avec Alban Ivanov, Michèle Bernier, Bérengère Krief, Moussa Maaskri
Dans le Cantal, David, un éleveur endetté, sort démoralisé d'un rendez-vous avec un huissier. Celui-ci ne lui laisse que deux mois de sursis avant de lui faire fermer son exploitation. Pour se remonter le moral, l'éleveur se rend dans une salle de spectacle locale où se joue un spectacle.

11.15 Des régions gourmandes
12.15 ICI 12/13
12.55 La vie à vélo
13.35 Samedi d'en rire
16.45 Le jeu des 1000 euros
17.25 Slam
18.05 Questions pour un champion
19.00 ICI 19/20 édition toutes régions
19.55 Tout le sport
20.25 Météo régionale
20.30 Saveurs de saison

4

19.00 Yakari, la grande aventure



Film d'animation - France - Allemagne - Belgique - 2020

Yakari, un jeune indien sioux qui rêve de grands espaces, parcourt les plaines autour de son village avec son fidèle chien Oreille tombante. Sollicité par ses meilleurs amis Arc-en-ciel et Graine-de-bison, le garçon refuse pourtant de jouer avec eux.

20.15 Les as de la jungle à la rescousse
20.55 Consomag
22.30 Galaxymphony

09.58 Grizzly et les lemmings
10.00 Bluey
10.57 Idéfix et les Irréductibles
11.55 Manger, bouger, dormir
12.04 Jean-Michel, Super Caribou
13.25 Un jour, une question
13.34 Le refuge d'Audrey
15.34 Mystery Lane
15.47 Batwheels
16.59 Alex Player
17.33 Héros à moitié

5

arte

C8

10.50 Silence, ça pousse !
12.45 Planète bleue
13.40 Uttarakhand, aux sources du Gange
14.40 Les dernières heures de Pompéi
15.35 Les avions du bout du monde
16.35 Vivre loin du monde
17.25 C dans l'air l'invité
17.40 C dans l'air
18.55 C l'hebdo
20.05 C l'hebdo la suite
20.55 C'est bon à savoir
21.00 Echappées belles

10.05 Cuisines des terroirs
10.35 L'Afrique vue du ciel
13.30 Meurtres à Sandhamn : Enquête 19
16.35 Invitation au voyage
17.15 Yabusame, les amazones du Soleil-Levant
17.50 Arte reportage
18.50 L'Allemagne face aux élections
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes samedi
20.55 Grand Canyon : Un voyage au centre de la Terre
22.30 Les Alpes, la fabrique de notre météo

09.36 L'éphéméride
09.38 JT
09.41 JOB
10.02 Direct Auto Express
11.11 Direct Auto Express
12.09 Direct Auto Express
13.30 100 jours avec les animaux du zoo
21.00 Football : Arkema Première Ligue



23.00 100 jours



RTL9 20.55

PASSAGER 57

Film d'action - Etats-Unis - 1992
Avec Wesley Snipes, Bruce Payne, Tom Sizemore, Alex Datcher

Un dangereux terroriste était parvenu à s'échapper de sa prison, en faisant preuve d'une célérité et d'une détermination hors du commun. L'action se pimente quand celui-ci, à bord d'un avion dont il a orchestré le détournement, se retrouve face-à-face avec le célèbre expert de sécurité John Cutter qui entend bien ne pas le laisser s'échapper...

CANAL+ GRANDECRAN 21.04

PANIC ROOM



Thriller - Etats-Unis - 2002

Avec Jodie Foster, Kristen Stewart, Forest Whitaker, Dwight Yoakam
Séparée de son mari Stephen, Meg Altman emménage avec son adorable fille, Sarah, dans une résidence de standing, dotée, au dernier étage, d'une chambre entièrement sécurisée, véritable bunker inviolable. Le soir même, trois cambrioleurs à la recherche d'un magot caché par l'ancien et riche propriétaire, s'introduisent dans l'immense demeure. Meg et Sarah se réfugient aussitôt dans la fameuse pièce.

CINE + FRISSON 20.50

UNDERWORLD 3 : LE SOULÈVEMENT DES LYCANS



Film fantastique - Etats-Unis - Nouvelle-Zélande - 2009

Avec Rhona Mitra, Michael Sheen, Shane Brolly, Steven Mackintosh
Au Moyen Age, le monde est contrôlé par les vampires et notamment le puissant Victor. C'est dans son château que naît Lucian, le premier Lycan. Ces loups-garous capables de redevenir humains sont asservis par les vampires. Un collier autour du cou, ils sont les gardiens de leurs maîtres pendant la journée. Lucian et Sonja, la fille de Victor, sont secrètement amoureux. Mais Lucian ne supporte plus sa condition d'esclave.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 The Voice, la plus belle voix



Saison 14

Présenté par Nikos Aliagas

Les candidats sélectionnés s'affrontent lors des soirées d'audition à l'aveugle de la saison 14 du célèbre télé-crochet avec comme coach Florent Pagny de retour, Vianney et deux nouvelles coaches prestigieuses, Patricia Kaas et Zaz. De toutes âges, venant de tous les horizons, ils offrent une incroyable diversité d'univers artistiques. Des amateurs de pop, rock, rap, musique classique, jazz, «The Voice» est la scène où tous les artistes peuvent s'exprimer, partager leur art et briller.

6

21.10 Pékin express



Saison 20

- La route des tribus légendaires
Présenté par Stéphane Rotenberg

Les aventuriers font leur arrivée au Mozambique, un pays lusophone qui va leur offrir un véritable changement d'ambiance et son lot de difficultés. Pour commencer, les candidats encore en lice s'affrontent lors d'un trek intense sur une plage paradisiaque. La prochaine étape est l'autostop, rendu difficile par le petit nombre de voitures qui sillonnent les routes du pays.

CANAL+

21.05 Rugby : Top 14



- Montpellier / Toulon

Pour rester à bonne distance de la zone de relégation, Stuart Hogg et les Héraultais veulent faire le plein de points devant leur public. La tâche s'annonce difficile ce soir face aux Varois qui réalisent un bon parcours en championnat. Troisièmes derrière Bordeaux-Bègles et Toulouse et au soir de la 15e journée, les Toulonnais endossent peu à peu le rôle d'un sérieux outsider dans la course pour le titre. Les Montepelliérains vont devoir livrer une prestation de haut niveau pour ne pas se faire surprendre à domicile par le RCT.

PLANETE +

TFX

W9

09.20 American Pickers, la brocante made in USA



13.11 IAm JFK Jr
14.43 Le mystère des Princes de la Tour
16.12 Mystérieux objets
17.48 Ramsès le Grand
19.23 American Pickers, la brocante made in USA

09.25 Signé Cat's Eyes
10.20 Familles nombreuses : la vie en XXL
21.00 Petits plats en équilibre
21.05 Chroniques criminelles

TFX

10.45 Une saison au zoo
14.25 The Big Bang Theory



23.30 Mon oncle Charlie

10.10 Absolument stars
11.40 Le hit W9
12.45 Météo
12.50 Scorpion
Série d'action - Etats-Unis - 2015
Saison 2 - Episode 9/24



Avec Elyes Gabel, Katharine McPhee, Eddie Kaye Thomas
17.30 La petite histoire de France

FLÉCHÉS N° 9197

					FAISANT SA TÂCHE VITE ET BIEN ! PAREILLE		TROIS EN UN BOUFFIE		
		ARTICLE BIEN VENU							
			EMERGENCE DIRECTION APRÈS BIS						
	VIEILLE SE FENDRE LA PIPE			SYMBOLE DU TRAVAIL PRONOM		PARTI PRÉPOSITION OBTENUES			
			ETENDUE D'EAU A MOITIÉ					TYPES EPIE	
ROMAN- TIQUE, RÊVEUR, FLEUR BLEUE						PIQUANT MÉTAL PRÉCIEUX			
	NOTA BENE COURANT, ORDINAIRE PERSONNEL			BLÉ PERDU					
					GRILLEN UNE SÈCHE CRIBLE				
							COLÈRE BOURRIQUES SAINT		
		TAULE, BLOC, CABANE, GNOUF...		CROCHETS DOUBLES ESSAI SAISON					
NOTE ŒUF DE POU						FRUIT A NOYAU RÈGLE			

FLECHES N°9196

P		S	A	F	R	A	N	
A	R		N		C	E	T	
R	E	E		A	U	T	R	E
E		N	O	N		E	V	E
N	E	T		C	A	S	E	S
T	R	A	C	A	S		U	
S		M	A	I		E	S	T
	P	E		L		F	E	R
M	O	E	L	L	E		S	A
E	U	S		E	N	A		C
R	C		E	S	T	I	M	E
S	E	I	N			A	N	S

CROISÉS N°9196

I	N	T	I	M	A	T	I	O	N
M	O	I		E	R	O	D	E	E
P		P	A	R	A	D	E	N	T
E	T	I	R	E			E	S	T
N	E		E		E	M	S		E
I	N	U	T	I	L	E		V	I
T	E	L	E	P	A	T	H	I	E
E	S	T		E	N	T	E	E	
N	M		P	C		R	I	N	G
T	E	S	T	A	M	E	N	T	S

SUDOKU N°9196

2	4	1	3	5	7	9	6	8
8	3	9	2	1	6	7	4	5
6	7	5	4	8	9	3	1	2
4	5	8	9	6	2	1	3	7
1	2	6	7	3	8	4	5	9
7	9	3	5	4	1	2	8	6
9	1	4	6	2	5	8	7	3
3	6	2	8	7	4	5	9	1
5	8	7	1	9	3	6	2	4

CODÉS N° 9196

1	T	2	R	3	U	4	E	5	S	6	O
7	N	8	A	9	I	10	V	11	G	12	P
13	L	14	C	15	M	16	F	17		18	
19		20		21		22		23		24	

FOUILLIS N° 9196:
CHAPELURE (Chat - Pelure)

SUDOKU N° 9197

			8	1				7
	1							
	2		6	9	4		5	
7			5		1	6	3	
5		9		6				
			3	7				
4	6		1	3				
3	9	1		2	5	4		8
	7							5

CODÉS N° 9197

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

1. Bariolage.
2. Sale à manger.
Ca ne fait rien et... vice versa.
3. Imperméable.
4. Sans exemple.
Trouble de la voie.
5. En toute lettre.
Observées.
6. Elle s'est fait payer pour sa peine.
7. Classe.
Nourrice sèche.
8. Rendait furax Dracula.
Isis l'adorait et il la dorait.
9. Cesse d'être naïf (se)
Coin d'Algérie.
10. Préposition.
Arme de trait.

A. En compote ou en marmelade (en).
B. Un chat ? chouette alors ! Vide.
C. L'agriculture d'abord ! Infâmes.
D. Interdite.
 Lanthanide.
E. Mariée avec éclat.
 Capucin.
F. Bons pour les soldes.
G. Fort de veau.
 Lâches.
H. Elle fait des avances malhonnêtes.
I. Brise passagère.
 Couche à terre.
J. En effet.
 Fort appliquée.

I	P	T	N	E	M	E	N	I	A	R	T	N	E	E
P	E	R	E	R	U	T	I	N	R	U	O	F	G	G
E	T	P	E	R	E	P	O	L	A	G	Z	A	A	A
K	I	A	E	T	I	L	A	U	Q	E	Z	R	U	M
E	N	R	E	R	E	P	O	C	S	E	M	E	N	T
T	R	O	P	E	R	R	A	T	S	U	A	N	E	N
I	E	D	U	R	J	R	E	S	R	Q	B	I	T	E
L	T	I	O	U	R	E	B	E	U	O	R	M	I	M
I	A	E	P	E	R	A	R	A	U	E	A	S	X	E
C	R	E	M	U	S	I	R	T	C	Z	E	N	E	L
O	F	E	S	S	E	I	U	R	Z	M	S	E	L	E
D	N	I	S	U	R	E	I	I	U	L	O	P	C	
T	R	N	R	M	E	M	P	S	N	G	T	N	M	R
B	U	O	H	C	E	M	S	I	N	A	G	R	O	A
E	T	N	O	C	R	E	M	A	L	C	C	A	C	H

ACCLAMER – ANGLE – AQUARIUM – ARMURERIE –
 ATOLL – BASSIN – BOUTURE – BRISURE –
 CARREMENT – CHOU – COMPLEXITE – CONTE –
 DOCILITE – ENTRAÎNEMENT – FOURNITURE – FRATERNITE
 – GALOPER – HARCELEMENT – JUPE – KEPI – MAGE –
 MERCERIE – MINER – MINUS – NEON – NUAGE – OPERER –
 ORGANISME – PARODIE – PIZZA – POUPÉE – PRETER –
 QUALITE – REPORT – SEMIS – SUEUR – TORSÉ – ZESTE.

Les 5 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er possède.

- Mon 2e, c'est celles-ci ou celles là, ceux-ci ou ceux-là.

Basta ! Ça suffit. C'est mon tout.

1 O	2 R	3 D	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	11	4	12	5	15	5	7	8	6
11	4	9	5		9	7		4	13
5	2		10	17		11	4	16	5
7	3		5	7	8	2	5	5	6
3	5	6		5	7	4		2	
4		12	4	13	8	9	1	7	6
	2	4	6			6	4	9	8
14	9	7	9	1	13		6	5	
2	1	3	5		6	14	9	2	5
9		5		10	9	5	6		11
12	2	5	17	9	7	5		15	4
1	9		4		4	2	15	5	2
10	4		2	5	11		9	2	5
5	7	3	13	2	5	7	8		7
	8	13	5	5		16	5	7	8



10 ERRORS



Corée du Sud : six morts et 25 blessés dans un incendie dans un hôtel



Six personnes ont été tuées et 25 autres blessées vendredi dans un incendie à Busan, dans le sud de la Corée du Sud, a annoncé l'Agence nationale anti-incendie. Le feu s'est déclaré vers 11H00 dans un hôtel en travaux et était «sous contrôle» deux heures et demie plus tard, a indiqué l'Agence. Une centaine d'ouvriers travaillaient sur le chantier lorsque l'incendie s'est déclaré. L'incendie semble avoir démarré au premier étage du bâtiment, où étaient stockés des matériaux d'isolation, a indiqué un responsable des pompiers. Vingt-cinq personnes ont été blessées, a indiqué un responsable du département de la santé publique, ajoutant que la plupart des blessures étaient légères et dues à l'inhalation de fumée. «L'incendie avait déjà atteint son point culminant lorsque nous sommes arrivés», a dit aux journalistes un responsable des pompiers de Busan, Hong Mun-sik. «De nombreux matériaux inflammables bloquaient l'entrée», a-t-il ajouté. «La cause exacte et la localisation de l'incendie doivent faire l'objet d'une enquête approfondie», a-t-il poursuivi.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Plus de 825.000 Syriens déplacés sont retournés chez eux depuis décembre



Plus de 825.000 personnes déplacées en Syrie sont retournées chez elles depuis le mois de décembre, ont annoncé jeudi les Nations Unies. Selon le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies, les Nations Unies et leurs partenaires humanitaires fournissent une assistance en fonction des conditions et des

financements, notamment une aide hivernale dans le nord de la Syrie, où le temps est particulièrement froid à cette période de l'année. Les partenaires des Nations Unies ont assuré des réparations d'urgence aux routes et aux systèmes d'égouts touchés par les inondations passées dans le nord-ouest du pays. En outre, a ajouté le bureau,

9 marchés ont été réhabilités près des camps de déplacement, tandis que plus de 260.000 enfants à Idlib et au nord d'Alep ont reçu des radiateurs, des vêtements d'hiver et d'autres aides. Cependant, l'OCHA a souligné qu'il n'a reçu à ce jour que moins de 10% des 1,2 milliard de dollars nécessaires pour aider 6,7 millions de Syriens jusqu'en mars.

Dix ouvriers tués dans une attaque au Pakistan



Dix ouvriers ont été tués dans leur véhicule par un engin explosif au Baloutchistan, dans le sud-ouest du Pakistan, a annoncé vendredi un responsable local à l'AFP. «Les ouvriers qui quittaient une mine de charbon pour se rendre dans un marché ont été tués et sept autres blessés» lorsque leur véhicule a été la cible d'un «engin explosif» dans la ville d'Harnai, a indiqué dans un premier temps à l'AFP Saleem Tareen, commissaire adjoint du district. «L'un des sept ouvriers blessés a succombé à ses blessures, portant le bilan à dix morts», a ensuite précisé à l'AFP Shahzad Zahri, un haut responsable du gouvernement local.

Dans cette région pauvre qui borde l'Afghanistan et l'Iran, les forces de sécurité pakistanaises combattent depuis des décennies le séparatisme.

Ces derniers mois, le Pakistan y a connu une augmentation dramatique du nombre d'attaques. En novembre, des séparatistes avaient revendiqué un attentat à la bombe à la gare principale de Quetta, la capitale du Baloutchistan, qui avait fait 26 morts

En Turquie, Adidas à l'amende pour des chaussures en cuir de porc



L'équipementier sportif allemand Adidas a écopé en Turquie d'une amende de près de 15.000 euros pour ne pas avoir informé ses clients de la présence de cuir de porc sur la pointe avant de l'une de ses chaussures en vogue, a-t-on appris jeudi.

Dans une décision consultée par l'AFP, l'autorité turque de régulation de la publicité reproche à la marque allemande d'avoir utilisé l'expression «cuir véritable» dans la description sur son site internet turc de cette partie extérieure du modèle de chaussures «Samba OG», sans préciser qu'il s'agissait de cuir de porc.

Le régulateur souligne que l'utilisation d'un «composant contraire à la sensibilité religieuse de la majorité de la société doit être mentionnée clairement dans les publicités» pour ces sneakers, vues ces dernières années aux pieds des mannequins Kendall Jenner et Bella Hadid. L'équipementier a écopé en conséquence d'une amende de 550.059 livres turques, soit 14.600 euros environ.

Une baleine engloutit un kayakiste puis le recrache



Une baleine à bosse a brièvement avalé un kayakiste dans le détroit de Magellan, dans le sud du Chili, avant de le recracher indemne, une incroyable évasion filmée par le père du jeune homme et devenue virale. Adrian Simancas, 24 ans, payait le 8 février au large de Punta Arenas, en Patagonie, lorsque la baleine à bosse a surgi de l'eau et l'a avalé, lui et son kayak jaune.

Quelques secondes plus tard, le jeune homme, abasourdi, remonte à la surface, alors que

le dos de la baleine émerge à nouveau à la surface de l'eau. L'épisode a été filmé et posté sur les réseaux sociaux par son père, Dell Simancas, lui aussi à bord d'un kayak.

Dans la vidéo on l'on entend crier à son fils : «Allez, allez viens, tranquille ment», alors que ce dernier vient d'être recraché par la baleine. Les experts expliquent que la baleine n'aurait pas pu avaler le jeune homme, car il s'agit d'une espèce dotée d'un gosier de moins de 40 cm de diamètre.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE PRIX DE LA COMPROMISSION

Le sommet de la Ligue arabe doit se tenir le 27 de ce mois au Caire. Une réunion regroupant l'Arabie Saoudite, l'Egypte, le Qatar, les Emirats et la Jordanie est prévue quelques jours avant à Ryad pour, dit-on, entériner le rejet de la déportation des Palestiniens que promet de planifier le président américain avec la complicité de l'Etat sioniste.

D'abord, il est à se demander pourquoi un tel partage de réunions et une séparation de débats pour un problème qui concerne l'ensemble du monde arabe en deux dates et deux lieux différents ? La différence des intérêts de chaque Etat pourrait laisser entendre le souci des précautions chez les uns, mais aussi, elle n'écarte pas le risque de voir arriver au Caire tous les chefs d'Etat en ordre dispersé.

Dès lors que cet ordre débandé a été avalisé par la reconnaissance de l'Etat d'Israël par certains d'entre eux, par l'Egypte de Sadate et le Roi Hussein d'abord et les autres ensuite, la liberté de manœuvres accordée aux Etats-Unis et à Israël était de facto incontournable. En l'état, la compromission égyptienne et jordanienne ne pouvait facilement permettre aux deux compromis que d'offrir leurs dos à un marchandage déshonorant dans la certitude gravée d'avance d'une lourde facture à payer par le peuple palestinien. C'est chose faite

pour les Ghazaouis en attendant un solde de tout compte et en même temps pour que les masses égyptiennes et jordanienues en partagent elles aussi le lourd poids de la note.

Trump, le parfait usurier sans scrupules, star et grand artiste des cirques a déjà démontré qu'il était capable d'atteindre le plus haut étage des négriers. Il n'affirme pas en l'air pour la galerie que l'Egypte et la Jordanie seront bien obligées de plier les genoux devant lui. Il prouve chaque jour en expert du courtage humain qu'il a l'art de la déshumanisation.

Il va sans dire qu'il ne sera pas aisé pour le monde arabe de sortir d'un guépier dans lequel une fatidique compromission de certains l'a mis.